

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !
Vive la Guerre Populaire !

GAUCHE PROLÉTARIENNE

GAULLISME ET RÉVISIONNISME

1972

Alain G.

Dès juin 40, le gaullisme affirme en clair ses objectifs : permettre « l'indépendance nationale » et éviter la « subversion » et le « chaos » ; ces deux principes demeureront de bout en bout de la bible du gaullisme : Il s'agit pour lui d'établir cette indépendance pour le compte de la bourgeoisie et d'empêcher le prolétariat d'être le maître-d'œuvre de l'unité nationale.

Dans tous les moments où effectivement l'indépendance nationale sera en jeu, de Gaulle saura mobiliser sur ce thème de larges couches du peuple français.

L'indépendance nationale correspond toujours aux intérêts du peuple ; dans certains cas elle correspond aussi aux intérêts de telle ou telle fraction de la bourgeoisie, mais la bourgeoisie pour défendre ses intérêts égoïstes est prête à se ranger sous la bannière d'un impérialisme étranger (Allemand en 1940 avec Pétain, Américain en 1947 avec Mollet).

De Gaulle peut brandir le drapeau de l'indépendance nationale, il ne lui sera jamais disputé de manière conséquente par le prolétariat organisé.

La voie qui domine au sein du P.C.F., malgré l'héroïsme des masses encadrées par les F.T.P., lui abandonne de fait la direction de la Résistance.

I. ---- LES DEUX BOURGEOISIES

Le gaullisme se distingue du pétainisme dès 1940 par une vision -- à l'échelle mondiale — des rapports de force fondamentaux de la guerre.

La bourgeoisie pétainiste a la vue basse, son horizon ne dépasse qu'à grand peine la ligne bleue des

Vosges. Dès le discours du 18 juin 40, de Gaulle met en avant le caractère mondial de la guerre, ce qui lui fournit une évaluation radicalement opposée de son issue.

Ces deux conceptions de la guerre ou plutôt de son champ, l'une limitée à l'Europe occidentale, l'autre s'étendant à l'ensemble de la planète, sont le reflet précis dans le domaine idéologique de la situation du capitalisme français.

Dix ans plus tôt le conflit des réparations de la guerre de 1914-18 avait opposé la bourgeoisie française dirigeante, qui misait sur une dimension européenne au plus, aux financiers anglo-saxons qui entendaient conquérir des marchés à l'échelle de la planète.

Le gaullisme, dès 1940, représente la fraction la plus avancée du capitalisme financier, celui qui fusionne avec le capital industriel, brasse ses affaires à l'échelle du monde ; cette fraction de la bourgeoisie transpose aisément dans le domaine politique ou

militaire sa conception des rapports de force.

La plus avancée, elle est en même temps extrêmement étroite dans une France où le capitalisme industriel de type ancien reste largement dominant.

Paradoxalement ce retard dans le procès de développement du capitalisme en France a permis à notre pays de faire l'économie des aspects les plus dramatiques de la crise de 1929.

Mais surtout notre peuple n'a pas laissé s'étendre de l'intérieur des mouvements purement fascistes que l'Italie et l'Allemagne ont vu proliférer. La mobilisation populaire a arraché la rue aux fascistes. Le prolétariat a occupé les usines.

Le caractère ancien et décadent de l'essentiel du capitalisme industriel français se mesure dans ses réactions politiques au front populaire et aux occupations d'usines de juin 1936.

Tous les comptes rendus des négociations menées à Matignon entre le patronat (C.G.P.F.) et les syndicats (C.G.T.) mettent en lumière la vision étriquée du monde des messieurs de la C.G.P.F. Pour bien saisir cette étape, le plus simple est de comparer les situations allemande et française au lendemain de la guerre de 14-18. D'une certaine manière elles sont comparables :

— Les deux pays ont saigné leur prolétariat et leur paysannerie dans les tranchées (1 30000 tués en France - 1 700000 en Allemagne, pour l'ensemble des pays engagés : 8 500 000 tués, 8 400 000 Français ont été mobilisés et 11 000 000 d'Allemands), leurs économies ont été entièrement polarisées par la guerre, et ce à un degré atteint par aucun autre pays européen, et encore moins par les USA.

autre as euroéen,

— La différence ne réside pas principalement dans la victoire ou la défaite de 1918 mais dans la nature des affrontements de classe qui ont suivi la boucherie impérialiste.

L'Allemagne a connu de grandes offensives prolétariennes, de nombreuses insurrections, et les diverses fractions de la bourgeoisie se sont déterminées par rapport à cela : « *Les révolutions manquées perfectionnent toujours la machine de l'état bourgeois* » (K. Marx) ; les mécanismes de domination de la bourgeoisie se concentrent alors autour de sa fraction dominante.

La France à la même époque n'est pas sans doute le lieu privilégié de la paix sociale mais en aucun cas on ne peut y découvrir de véritable offensive prolétarienne visant à la prise du pouvoir.

C'est dans ces conditions que les formes anciennes de rapports de classe peuvent se perpétuer en France, tandis qu'en Allemagne la concentration économique et financière devenue la règle sera le support du fascisme national-socialiste.

Cela ne veut évidemment pas dire qu'au niveau de l'infrastructure économique, ne se dessine pas, en France, un mouvement vers l'hégémonie du capital financier, mais on n'en est, à l'aube de 1940, qu'au premier stade de son développement, et sa traduction politique est encore balbutiante.

Du fait de la guerre et de la victoire temporaire de l'impérialisme nazi, cette fraction nouvelle de la bourgeoisie industrielle et financière qui, ailleurs, a soutenu le fascisme va, paradoxalement, chez nous s'exprimer politiquement à travers la résistance gaulliste.

Ce paradoxe apparent s'explique très simplement : cette fraction de la bourgeoisie est par vocation expansionniste et impérialiste, elle ne peut se développer sous la domination d'un impérialisme étranger, colonisateur, et totalitaire comme l'est le nazisme de 1940.

En 1940 avec Pétain, vieux pitre étoile, sanglant bourreau, en 1917, des soldats mutinés à l'exemple des révolutionnaires bolcheviques, le gros de la bourgeoisie française se range sous la croix gammée ; la défaite lui a inspiré un seul sentiment : la peur d'une réédition de la commune de 1871 ; généraux et ministres réfugiés à Bordeaux décident de livrer Paris sans combat, ils sont même anxieux du retard mis par les troupes nazies à rentrer dans la capitale pour maintenir l'ordre.

De Gaulle « représente » la fraction la plus avancée au capital financier et il « représente » l'indépendance nationale.

Mais qu'est-il en fait, d'où va lui venir sa force ?

Les projets d'avenir impérialiste qu'il incarne pour une fraction du grand capital de notre pays occupé lui fournissent immédiatement quelques cadres et quelques subsides, mais :

1. — Les Anglais chercheront à l'affaiblir puis les Américains lui susciteront des concurrents, des « représentants » plus serviles ;
2. — Le grand capital tient plusieurs fers au feu, il a ses hommes, et non des moindres, à Vichy également.

Les projets d'avenir d'une France impérialiste sont en 1940 encore à l'état de papier, la représentation de l'indépendance nationale c'est essentiellement un micro qui invoque le fusil sur une terre étrangère.

Papier, micro, parole, sont les instruments de la « représentation » gaulliste.

Ses premiers « compagnons » le nomment entre eux « le symbole. » Qu'est-ce à dire ? du vent ?

La force de de Gaulle lui vient de son rapport aux masses : un rapport précis à des masses précises :

— Des masses précises : celles qui luttent dans la France occupée, et forgent l'unité populaire de la Résistance. Ce sont elles la chair et le sang de l'indépendance nationale, c'est leur lutte qui force les alliés à prendre au sérieux les « représentants » de la France combattante ;

— Un rapport précis : de Gaulle parvient de loin, et avec un minimum de moyens, à imposer sa direction à un front qui est né — pour l'essentiel — sans lui et hors de son influence, pourquoi ? Cela ne dépend pas d'abord de lui, la question est réglée sur place, là où se bat la Résistance française.

La direction du P.C. par son idéologie et sa politique a laissé la place vide, c'est elle que de Gaulle occupera ; en l'absence d'une direction véritablement prolétarienne, le front uni aura une direction bourgeoise.

Ce sera la loi du gaullisme : le secret qui fait sa force est le rapport P.C.-de Gaulle.

Dans un premier temps, la voie qui domine dans le P.C. le rend incapable de donner une direction à l'alliance de classe qui soutient la Résistance ; il n'oppose pas une légitimité nationale prolétarienne et populaire à la légitimité bourgeoise du gaullisme ; dans un deuxième temps, la direction du P.C.F. impose la

légitimité gaulliste au prolétariat lui-même, c'est-à-dire le désarme et s'enfonce dans le révisionnisme.

Dorénavant, tant que de Gaulle aura en face de lui, comme seul adversaire idéologique, ce P.C.F., il gagnera haut la main : en temps de crise, il continue d'incarner la légitimité nationale.

Que se fassent entendre les premiers cris d'une force qui commence à unir le peuple autour de l'initiative prolétarienne contre ce P.C. et contre de Gaulle, alors toute la représentation idéologique s'effondre : Mai 68 fera fuir de Gaulle à Baden parce qu'à partir de ce moment l'équation de Gaulle = la France ne tient plus.

La seule preuve que pouvait donner de Gaulle aux masses pour faire admettre son « Je suis la légitimité nationale » c'était la preuve par la négative : « Ce P.C. ne peut incarner la France » ; la seule force de de Gaulle est que ce P.C. a tout fait pour lui donner raison.

L'issue bourgeoise représente l'unité et la légitimité nationale aux yeux des masses tant que ce P.C. parvient à les empêcher de lui opposer l'unité populaire et la légitimité nationale d'une voie prolétarienne.

De 1940 à 1968 toutes les questions décisives de la lutte des classes en France se régleront à l'intérieur du couple de Gaulle-P.C.F., donc à l'avantage du gaullisme.

II. — CE QU'ILS VOULAIENT

En 1940-41 de Gaulle n'est qu'un symbole, la résistance en France, sur le terrain, face à l'ennemi occupant et vichyste, est seule une

réalité.

Cette réalité est bien vivante ; dès que les premiers soldats nazis, les premiers Boches ont pénétré sur notre sol, les actes de résistance ont répondu à cette invasion.

Si les masses et des militants prolétariens ouvrent le feu, la direction du P.C.F. en est à solliciter de « Monsieur l'occupant » l'autorisation de faire reparaître légalement, c'est-à-dire sous la loi nazie, l'Humanité.

Il y a deux voies, celle de la résistance et celle de la collaboration baptisée en l'occurrence « fraternisation ».

Les masses ouvrent la voie de la résistance, des militants du parti, et de nombreux cadres de la J.C. (Fabien) d'organisations de masse (Danielle Casanova) et même d'organismes centraux du P.C.F. (Péri, Tillon, Dallidet...) en prennent, ici et là, la tête.

Les autres (les Thorez, Duclos, Frachon, Cachin) incarnaient la voie de la collaboration, ils condamnaient « le terrorisme » et les « actes individuels ».

A tel point que la Propagandastaffel reproduisait, sans être démentie, un appel de Cachin par voie d'affiches. Le groupe Thorez-Duclos, qui à Moscou, qui à Paris se répandait dans l'Humanité, en appels à la fraternisation avec les troupes hitlériennes :

« Travailleurs français et Soldats allemands !

« Il est particulièrement réjouissant en temps de malheur de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec des soldats allemands soit dans la rue, soit au bistrot du coin.

« Bravo, camarades, continuez, même si cela ne plait pas à

certains bourgeois aussi stupides que malfaisants.

« *La fraternité du peuple ne sera pas toujours une espérance elle deviendra une réalité vivante* » (Le 4 juillet 1940).

Là dedans, nul appel à l'agitation anti-nazie dans l'armée allemande: celui qui est désarmé doit embrasser le fusil à croix gammée de son occupant.

Plus tard les antifascistes allemands réfugiés en France mèneront de pair la lutte armée contre les Boches (ce sont leurs propres termes) et le travail de démoralisation d'une armée affrontée à un peuple qui s'arme en face d'elle.

Jamais la direction du P.C.F. n'acceptera la critique sur cette période noire : d'un côté elle falsifiera l'histoire, elle présentera comme faux les numéros de l'Huma diffusés par les militants, et de l'autre, en ce qui concerne les énormités les plus criantes, elle en rejettera la responsabilité sur quelques militants égarés, de préférence morts depuis.

« Le souci primordial de reprendre alors le contact direct avec la population en utilisant toutes les possibilités de l'heure explique aussi la

démarche tentée dans la région parisienne auprès des autorités allemandes afin d'obtenir une réparation légale de l'Humanité.

Le seul énoncé des conditions allemandes fit comprendre la gravité de cette erreur qui fut blâmée et sanctionnée par la direction du parti » (Page 73 de l'ouvrage officiel du P.C. paru en 1967 : « Le P.C.F. dans la résistance »).

En fait la Propagandastaffel avait signifié son accord, et l'opération fut bloquée par Vichy.

Dans le même ouvrage Duclos et Cie réécrivent un appel du 10 juillet 1940 pour lui insuffler un esprit de résistance qui est totalement absent de l'original.

Ils iront jusqu'à fabriquer — très mal — un faux numéro de l'Humanité clandestine. Pourtant l'aveu fut fait à demi-mots, honteusement, par J. Duclos dans son rapport au comité central du 31 août 1944 : « C'est alors que dans nos rangs certains éléments essayèrent de combattre « théoriquement » notre politique et parlèrent « d'actes individuels » ; à la vérité ils reculaient devant le combat. Ils appelaient « actes individuels » et « terrorisme » ce qui était le point de départ encore timide et hésitant de la lutte armée de tout notre peuple. »

Ainsi ce qui est présenté (dans le manuel officiel) comme l'erreur de quelques égarés était de fait une ligne théorique et pratique qu'imposaient les principaux dirigeants du parti.

Le triangle de direction était composé de Thorez (à Moscou) de Duclos et de Frachon (à Paris). Du propre aveu de Duclos (Mémoires, t. III, p. 72) « il y avait environ de 180 à 200 camarades plus ou moins bien organisés à Paris » qui croira que ces militants avaient pris l'initiative individuelle de conclure un accord avec les nazis ?

L'Humanité, organe central du parti, était sous le contrôle direct de Duclos qui y écrivait régulièrement.

Qui croira que la lettre au maréchal Pétain, de François Billoux, au nom des 28 députés emprisonnés au Puy, est une initiative d'égaré ?

Il proposait à ce traître de venir participer à la parodie de justice de Riom contre les anciens dirigeants socialistes et radicaux du Front Populaire.

Au sein du P.C.F., la voie de la collaboration est nette, elle s'exprime dans une ligne politique, elle s'incarne dans une direction.

Elle remonte loin et il est facile d'en relever quelques symptômes sans pousser la curiosité jusqu'à sonder le passé politique de Cachin ; rappelons que Thorez proposait au bureau politique du P.C. la participation du parti à l'équipe gouvernementale, au moment même où les ex- « unitaires » (rouges) de la fédération des métaux résistaient à la reprise du travail (juin 36).

Par trois fois pendant la guerre - - 1939-1942-1944 — le P.C., où domine la voie réactionnaire imposée par la direction, se soumet : en 1940 à l'occupant nazi, en novembre 42 à la loi de de Gaulle, en 44 à la normalisation bourgeoise.

A chacun de ces croisements, une autre voie était ouverte par les masses et de nombreux cadres du parti.

La direction du P.C.F. a été, en 1939, incapable de conjuguer un soutien conséquent à la politique étrangère de l'Union Soviétique avec le maintien d'une orientation anti-nazie très ferme en Europe Occidentale.

Le P.C.F. est passé sans mégarde de l'hostilité aux accords de Munich à la dénonciation de la guerre impérialiste déclenchée par la France et l'Angleterre.

Pourtant, sur la lancée du Front Populaire l'audience du parti était considérable ; son opposition à Munich correspondait aux sentiments profonds des masses.

Or il n'a pas expliqué le pacte Germano-Soviétique au peuple français.

L'Union Soviétique était menacée par la diplomatie franco-Britannique d'être livrée, seule en pâture aux hordes nazies.

Son devoir — l'internationalisme prolétarien — lui imposait de ne pas laisser détruire la première base rouge dans le monde.

La direction du P.C.F. en a déduit qu'il ne fallait pas préparer le peuple français à l'agression hitlérienne.

Déduction inexcusable.

Les causes internes (françaises en l'occurrence) l'emportent toujours sur les causes externes ; le parti communiste chinois a pris la tête de la lutte armée du peuple chinois contre l'impérialisme japonais, sans être le moins du monde gêné par la neutralité soviétique à l'égard du Japon, bien que cette neutralité n'ait cessé qu'en avril 1945.

En France même, la voie de la résistance est ouverte dès 1940 avec le ramassage des armes dans tout le pays, avec la manifestation de la jeunesse intellectuelle du 11 novembre 1940 sur les Champs-Élysées, avec la grève des mineurs du printemps 41, avec un peu partout les premiers sabotages contre les installations militaires nazies.

Avec, aussi, les premiers manifestes anti-nazis de dirigeants communistes isolés comme celui de Tillon rédigé dans le sud-ouest en juin 40 tandis que dans les camps de concentration français, réfugiés espagnols et anti-fascistes allemands constituent des groupes de partisans (M.O.I.).

Avec l'entrée en guerre de l'U.R.S.S., l'équipe dirigeante tourne sa veste et adore ce qu'elle avait brûlé.

Après l'entrée de Tillon au secrétariat du parti, une dure lutte

interne aboutira, en août 41, à la constitution des F.T.P. à partir de l'O.S. (groupes spéciaux chargés de protéger les actions ouvertes de propagande du parti) ; le redressement se fera sans autocritique.

La direction du parti se contentera de reprendre à son compte les appels de Péri, Tillon et Politzer, de soutenir Fabien et Danielle Casanova qui créent les Bataillons de la Jeunesse.

Le 21 août 41, Pierre George (colonel Fabien) responsable des J.C. de la région parisienne, ancien des Brigades Internationales, donne le signal, il abat en plein jour d'un coup de revolver un officier nazi au métro Barbès, l'étincelle met le feu à la plaine.

Le mot d'ordre « pour chaque patriote assassiné, des officiers nazis seront exécutés » devient le mot d'ordre populaire de la résistance.

A cette époque (23 octobre 41) de Gaulle lance : « *Actuellement la consigne que je donne pour le territoire occupé c'est de ne pas y tuer d'Allemands* » ; l'initiative de la lutte armée appartient donc, alors, au camp populaire.

Le Front National se crée sur initiative communiste.

Tous les éléments sont là pour que le prolétariat réalise autour de lui l'unité populaire de la résistance sur son mot d'ordre « à chacun son Boche ».

Le prolétariat mène la lutte la plus résolue et la plus conséquente contre l'occupant nazi, il incarne aussi l'internationalisme prolétarien, la libération du peuple allemand passe par la défaite militaire du nazisme en Europe.

Les anti-fascistes allemands rejoignent les F.T.P. et Jean-Pierre Timbaud meurt à Châteaubriant, le 22 octobre 41, en criant : « Vive le parti communiste allemand » (le lieu de l'exécution est

gardé par des gardes mobiles français, la liste des hommes à fusiller a été donnée par Pucheu, ministre de l'Intérieur de Vichy, à Stiipnagel).

C'est alors que la voie de la trahison réactionnaire au sein du P.C. accepte la direction gaulliste sur l'ensemble de la Résistance. Il ne s'agit pas d'une alliance, il s'agit d'une soumission.

Et pourtant les forces gaullistes organisées en France sont extrêmement faibles et se cantonnent dans le renseignement et la propagande.

Tout de suite, la politique du P.C.F. à l'intérieur du Front Uni se réduira à une lutte d'influence au sein des organismes officiels, jamais les résistants et encore moins les masses ne seront invités à trancher.

La seule algarade publique - - intervention de F. Grenier, commissaire à l'air, devant les journalistes d'Alger au sujet de la liquidation des maquis du Vercors — sera démentie par son auteur et suivie de plates excuses : on ne brise pas la « solidarité gouvernementale ».

Toutes ces capitulations diplomatiques à l'heure où les F.T.P. conquièrent leur autonomie militaire ! ils préfèrent rester pauvres et combattants plutôt que d'être équipés et attentistes.

L'ennemi est leur principal fournisseur d'armes : « Un Boche mort, c'est un fusil. »

Un élément décisif, caractéristique de la grande lutte révolutionnaire des masses — l'armement du peuple — s'était imposé comme une donnée fondamentale de la situation politique française en 1944.

C'est alors la trahison irrémédiable, celle à partir de laquelle on peut dater sans risque d'erreur le succès définitif dans ce P.C.F. de la voie réactionnaire révisionniste, traître aux intérêts de la classe ouvrière et du peuple.

Il est vrai que ce n'est pas sans mal que la direction de vieux traîtres qui domine alors un des moments les plus dramatiques de l'histoire du P.C.F. va imposer sa politique de capitulation.

C'est au prix d'une répression interne farouche que les cadres issus de la résistance 'seront un à un balayés, mutés, isolés de leur base de masse, coupés des militants avec qui ils ont mené les luttes, voire liquidés physiquement ; ils vont peu à peu cesser toute participation active à la vie du parti, beaucoup le quitteront.

Le sommet de l'appareil, le secrétariat du B.P., va être trusté par les apparatchiks, y compris par ceux qui n'ont jamais dirigé sur le terrain pendant toute la guerre.

Le bouquet de cette abjection sera atteint au moment de la liquidation politique de Tillon et Marty.

Ce dernier sera impudiquement accusé, dans les Cahiers du Communisme, de s'être opposé, pas seulement verbalement, au désarmement des milices patriotiques.

De Gaulle lui-même justifie le retour légal de Thorez en déclarant à ses proches qu'il est préférable que le P.C. ne soit pas dirigé par un héros de la résistance.

A cela les révisionnistes ont beau jeu de répondre traditionnellement qu'il n'était pas possible de prendre le pouvoir en France à la Libération.

Certes, Messieurs, le rapport des forces et en particulier la

présence de l'armée américaine, rendait impossible l'occupation prolongée des palais gouvernementaux, aussi bien ce n'est pas de cela qu'il s'agit ; entre la prise du pouvoir et le désarmement du peuple à la Libération, il y a tout ce qui sépare l'aventurisme sanglant de la trahison, c'est-à-dire qu'il y a place pour la voie juste, la voie communiste : la lutte prolongée, la préparation de la guerre révolutionnaire du peuple.

Les grèves insurrectionnelles de 1947-1948 montrent à l'évidence qu'une telle possibilité était à l'ordre du jour de la France de la Libération.

Que l'on se souvienne seulement que malgré le désarmement criminel des masses, il faudra l'armée, ses blindés, et ses parachutistes pour réduire les mineurs insurgés.

Le mot d'ordre des masses en 1944 était « Épuration ! »

Thorez a répliqué par le mot d'ordre : « Retroussons nos manches, la grève c'est l'arme des trusts. » Il ne veut pas épurer la France, il épure le parti.

Voilà, ou bien on regarde vers les masses, ou bien vers les palais gouvernementaux ; pour ceux-là, quand on ne peut les prendre, on n'y entre pas, car le prix à payer, c'est la trahison de la révolution.

Il était impossible de les prendre, eh bien que n'a-t-on gardé et développé l'armement du peuple quitte à ne pas s'offrir quelques mois de voitures à cocardes ?

Désarmer le peuple, est un crime qui conduit au massacre ou à l'étouffement de la révolution.

Justifier ce crime par des fariboles sur le passage pacifique au socialisme est tout juste bon à se préparer à la récidive.

C'est la forme moderne du révisionnisme.

III. LA RÉSISTANCE CONQUISE PAR L'ÉTAT

En 1940, la force de de Gaulle n'est pas d'être un symbole mais de devenir le seul symbole de l'unité du peuple contre l'envahisseur.

Il représente ainsi la direction du Front Uni que le P.C.F. lui a abandonnée.

Le programme du gaullisme de 1940, indépendance et ordre social, sera respecté point par point.

Ce succès repose sur deux raisons fondamentales:

1. La vision juste du rapport de force à l'échelle mondiale qui balayera les perspectives politiques de la tendance pétainiste avant de l'intégrer dans la phase finale de la guerre.
2. Le triomphe de la voie opportuniste au sein des forces populaires organisées, à savoir le P.C.F., qui ne règle pas à l'avantage des forces populaires la question vitale de la direction du front uni antinazi.

On ne joue pas avec l'état bourgeois, ou on entreprend de le démolir ou on le conserve. De Gaulle, incarnant la direction bourgeoise du Front Uni conserve naturellement l'Etat.

De Gaulle recrutera sans problème tous les Rastignac qui viennent faire carrière autour de lui, quelles que soient leurs couleurs et leur morale : sa légitimité nationale, ce n'est pas de son propre appareil qu'il la tient, elle lui vient des masses, préalablement « éduquées » par le P.C.F.

Dès le début, dès juin 40, de Gaulle installe un appareil d'Etat ;

autour de lui il construit des ministères, nomme des ambassadeurs, organise des finances et une police.

Cela fait sourire nombre d'observateurs londoniens, en particulier les hommes politiques français qui regardent ce curieux amusement.

Voilà, de Gaulle ne fait pas seulement la guerre, il prépare la prise du pouvoir, et il sait que ce ne sont pas les candidats qui vont manquer ; dès lors chaque geste, chaque acte exécuté par le général ou imposé à son équipe, qui souvent le suit sans bien savoir où tout cela mène, ne sera commandé que par cet objectif.

C'est de là que date cette conviction gaulliste qui a tant choqué les bons esprits « républicains » : le général incarnerait la « légitimité nationale » depuis juin 40.

En fait, de Gaulle, dès cette date, trace à grands labours une voie précise, il agit en organisateur des forces sociales et politiques du pays, il tient un fusil, il veut le pouvoir, il forge une orientation précise et globale.

Si menue soit-elle, cette force va permettre à de Gaulle de se réclamer auprès de ses alliés d'un impérialisme français, certes amoindri mais qui n'entend pas se laisser asservir aux intérêts anglo-saxons, et qui n'accepte pas de sacrifier ses intérêts à long terme aux bénéfiques tactiques immédiats (plus d'armes ou d'argent).

La représentation gaulliste de la bourgeoisie sera ainsi capable de tenir sa place dans un Front Uni de la Résistance intérieure.

En effet, d'autres pays européens en fourniront avec éclat la démonstration (Grèce, Pologne, Yougoslavie) quand la fraction

« résistante » de la bourgeoisie abdique son caractère national, et s'en remet aux anglo-américains pour la rétablir au pouvoir après la Libération, elle apparaît aux yeux de son peuple comme une marionnette, son insertion dans le Front Uni est artificielle et se pose rapidement en termes antagoniques porteurs d'affrontements révolutionnaires.

Dans ce cas, l'unité demeurera de principe, factice, la lutte sera nettement affirmée dans les masses qui auront vu pendant toute la guerre leur bourgeoisie prête à s'allier avec les envahisseurs contre les forces populaires (Tchetnicks de Mikaïlovic en Yougoslavie, etc.).

La position gaulliste permettra à la bourgeoisie française de s'intégrer dans le Front Uni, de s'y couler et même de s'en arroger la direction politique en s'appuyant sur la trahison de la direction « communiste ».

En 1942, de Gaulle fera pièce aux prétentions hégémoniques des Américains.

De Gaulle et son équipe s'acharnent à mettre en place un système qui, à l'heure de la fuite des nazis et de la débandade du personnel d'état pétainiste viendra se couler dans les draps encore chauds des fonctionnaires vichystes.

On verra même en 1944, dans certains départements normands, le préfet gaulliste emprunter à son prédécesseur pétainiste son uniforme.

C'est qu'à l'heure de l'insurrection nationale le gaullisme craint fort de voir se mettre en place le pouvoir de ceux qui se battent en France, le pouvoir issu du soulèvement, le pouvoir des comités de libération issus des F.T.P. dans la plupart des cas.

Il ne peut bien sûr pas être question d'une subversion bourgeoise par le bas qui s'exercerait contre ce pouvoir populaire ; de Gaulle et ses amis, anciens et nouveaux, le savent bien : il faut le corrompre d'en haut.

C'est à cette tâche que songe depuis 1940 le « symbole », c'est à cela que va s'employer en 1943 et 1944 le gouvernement provisoire installé à Alger.

En 1942, le débarquement américano-britannique en Afrique du Nord, marquera le tournant politique essentiel de la guerre à l'Ouest.

A leur arrivée les troupes américaines n'ont qu'un seul souci politique, assurer le maintien en place des autorités politiques françaises au pouvoir à Vichy, en utilisant au besoin le même personnel, si déconsidéré soit-il dans les masses.

Il leur suffit de pousser au premier plan un vichyste certes mais un vichyste « patriote », couronné de ses lauriers d'évadé de guerre, le général Giraud, providentiellement amené sur place par l'Intelligence Service.

Cette opération vise sans vergogne à faire de la France et de son empire colonial un protectorat américain, et à conférer à ses mandarins militaires le statut de « volontaires étrangers » intégrés à la machine de guerre des Etats-Unis.

De Gaulle jusque-là vivait sous la protection des britanniques, préoccupés pour l'essentiel de maintenir leurs propres privilèges impériaux extrêmes-orientaux et trop faibles pour tenter une mainmise totale sur les anciennes conquêtes françaises (si l'on excepte quelques tentatives au Moyen-Orient ou à Madagascar).

D'un coup, le symbole se trouve confronté aux appétits américains et pour y résister il est obligé de s'appuyer dans ses manœuvres politiques sur une assise, la plus large possible, en France même.

Il s'agit de rassembler, bien sûr, tous les représentants des forces résistantes, mais aussi de se présenter en rassembleur de la bourgeoisie d'avant-guerre.

D'où une double opération : la constitution du C.N.R. (Conseil National de la Résistance) et, au sein du C.N.R., l'unification dans les M.U.R. (Mouvement Uni de Résistance) de toutes les forces non communistes, sans hésiter à y faire figurer des fantômes politiques.

De Gaulle s'estime capable d'utiliser la résistance communiste et de l'entraver en même temps ; de bloquer son caractère révolutionnaire.

Quand on songe qu'en octobre 41 il en était au balbutiement de son action politique en France et ne savait que s'en remettre pour cela aux services spéciaux britanniques, on résume le chemin parcouru.

Certes les concessions orales aux aspirations populaires ne manquent pas, de Gaulle condamne à qui veut l'entendre le « régime moral, social et politique...

Tandis que le peuple français s'unit pour la victoire, il s'assemble pour une révolution ».

Ces phrases sont à situer à côté de celles qui les précèdent de 6 mois et sont, elles, conformes à la pensée centrale du chef de « la France libre » : « quant à la révolution nationale par quoi le régime de Vichy essayait de compenser sa propre capitulation, elle donnait l'impression de gaspiller des réformes dont certaines avaient par

elles-mêmes leur valeur » (p. 282 des Mémoires de guerre).

Il est aussi question sous la plume de de Gaulle de « l'incontestable effort d'organisation économique et sociale » du régime de Pétain.

Contraint de réaliser puis de diriger le Front Uni pour s'imposer face aux Américains, de Gaulle n'hésite pas à reprendre à son compte des aspirations progressistes, il va condamner les « anciennes élites »... ; en fait, ce front, il va le transformer : de Gaulle dirige avec la plus grande fermeté les débats d'où va sortir l'organisation interne du front uni.

Il exige et obtient l'exclusivité de la représentation de la résistance et surtout il se réserve le contrôle absolu de l'exécutif qui va se mettre en place.

Là, il n'y aura nulle place qu'honorifique pour la représentation des forces combattantes réelles.

Celles-ci pourront se donner libre jeu dans la représentation en France de la résistance, le C.N.R., qui n'aura servi à de Gaulle que le temps de briser son rival Giraud, tandis que l'instrument effectif du pouvoir sera aseptisé et entièrement entre ses mains.

Les gaullistes d'en bas

En France, à des degrés divers suivant qu'il s'agit de la zone dite libre ou de la zone occupée et dirigée directement par l'appareil militaire nazi, de petits groupes issus pour l'essentiel des fractions d'intellectuels ou de cadres, vont se former, parallèlement à l'entrée dans la lutte des forces populaires mobilisées et organisées sous la direction du P.C.F.

Ces petits noyaux vont progressivement donner naissance à ce qui va s'appeler des réseaux de résistance.

Les formes premières de lutte sont en général limitées à une propagande clandestine (journaux) si l'on excepte la manifestation des étudiants et lycéens de Paris du 11 novembre 1940.

Ces noyaux de cadres, et de membres de professions libérales forment l'ossature de ce qui va devenir la résistance « gaulliste ».

Leur travail peut se ramener à quelques axes essentiels : propagande par journaux et tracts, accumulation de « renseignements » militaires et noyautage de l'appareil d'Etat vichyste.

C'est en tout cas à cela que Londres et les bureaux gaullistes s'évertueront à les cantonner, malgré une pression incessante de la base militante de ces réseaux qui, devant l'exemple des actions militaires menées par les F.T.P., brûle de passer à l'action directe contre les troupes nazies et leurs valets fantoches.

Les gaullistes d'en haut

Les hommes de confiance de de Gaulle sont dans la plupart des cas des civils.

La petite poignée de militaires ralliés à Londres en 40 sont utilisés dans la division Leclerc pour assurer la présence militaire française sur les champs de bataille, surtout pour assurer le maintien de la puissance coloniale en Afrique, à moins qu'ils ne soient affectés aux services de renseignements tentaculaires que Londres va créer en France.

C'est déjà parmi les hauts fonctionnaires dont la plus grande partie rejoindra Alger, après deux années au service de Vichy, que de Gaulle recrutera son personnel de confiance, dès avant la libération.

Ces messieurs seront parachutés en France à la veille de la libération pour mettre en tutelle les comités de libération.

La plupart de ces personnages, promus aux tâches de confiance, ne viendra pas directement des groupes de résistants en France mais sortira de noyaux londoniens : Debré, Chaban-Delmas, Pleven, Couve de Murville (rallié de Vichy à Giraud puis à de Gaulle).

Dès la libération, de Gaulle puisera dans l'administration de l'Etat et des banques ce qui lui manque pour parfaire son réseau d'Etat, ce sera l'heure des Pompidou et autres qui n'auront, ni de près ni de loin, participé à la moindre tentative résistante.

La drôle de guerre : de Gaulle/Duclos

Il y aura des heurts entre l'appareil gaulliste et celui du P.C.F. dans l'année décisive (43-44). Il suffit pour s'en convaincre de lire les mémoires de de Gaulle et ceux de Duclos, tous deux réécrits après coup pour la postérité.

Les uns s'évertuent à justifier le génie du guide qui épargna à la France la subversion communiste pendant que les autres jappent plaintivement sur l'impossibilité de franchir le barrage mis en place par le général.

Ces heurts existent, ils se confinent à des désaccords tactiques.

A l'évidence les gaullistes ont voulu tant et plus borner l'intervention des forces populaires à un rôle d'appoint des troupes alliées, à un rôle symbolique.

L'initiative populaire s'exprime, elle, dans la lutte par la prise de contrôle de certaines zones, avant les Américains.

Mais le plus souvent la direction du parti n'a fait qu'anticiper de quelques heures ou de quelques jours les opérations gaullistes ou alliées.

Il serait puéril de nier l'importance politique de ces initiatives, mais force est de constater qu'insuffisantes et étouffées par les accords de sommet de Gaulle/Duclos elles ne purent pas peser de manière décisive.

A Paris, où le conflit fut très aigu, compte tenu de la valeur politique de la libération de la capitale, les F.T.P. arrivèrent certes à imposer l'insurrection avant l'arrivée des forces alliées.

Mais les gaullistes réussirent à jeter dans la balance le poids militaire de la police pour contrecarrer le rôle dominant du peuple en armes.

De Gaulle arrivé à Paris n'hésitera pas une seconde : son premier geste sera pour cette police de classe qui en 24 heures aura su changer de fanion, et sur le drapeau de la bourgeoisie remplacer le maréchal par le général.

L'exemple de la Corse est le plus frappant.

En Corse malgré la faiblesse extrême des effectifs communistes, au début de la guerre (une trentaine de militants fin 40), le Front National dirigé par le P.C.F. devient la seule organisation politique antinazie, toute les fractions de la résistance s'y sont ralliées même

les gaullistes.

Il est vrai que les liaisons sont difficiles avec la Corse tant pour Londres que pour la direction du P.C.F. !

La Corse principalement occupée par les Italiens se libérera quasiment seule, peu après le débarquement américain en Afrique du Nord.

L'appui d'un bataillon fourni par Giraud l'aidera à conclure sa libération.

De fait donc le Front National à direction communiste contrôlera toute la Corse libérée, mais il remettra tranquillement et sans coup férir le pouvoir au préfet Luizet, désigné par le Comité français d'Alger.

Comment pourrait-on s'opposer à l'exercice d'un envoyé muni d'un mandat d'un gouvernement reconnu par le C.C. du Parti ?

Le même Luizet, fort de cette expérience de désamorçage du pouvoir populaire en Corse viendra à Paris s'installer à la Préfecture de police au premier coup de feu !

De Gaulle apprécie à sa juste valeur l'aide que lui apportent les dirigeants marrons du P.C.F. :

« Dès lors que, au lieu de la révolution, les communistes prennent pour but la prépondérance dans un régime parlementaire, la société court moins de risques. »

Et surtout ce texte sans appel pour M. Thorez (Mémoires de guerre, t. II, p. 101) *« Quant à Thorez, tout en s'efforçant d'avancer les affaires du communisme, il va rendre en plusieurs occasions service à l'intérêt public. »*

Dès le lendemain de son retour en France, il aide à mettre fin aux dernières séquelles des « milices patriotiques » que certains parmi les siens s'obstinent à maintenir dans une nouvelle clandestinité.

Dans la mesure où le lui permet la sombre et dure rigidité de son parti, il s'oppose aux tentatives d'empiétement des comités de libération et aux actes de violence auxquels cherchent à se livrer des équipes surexcitées. »

Mais déjà l'instrument principal du gouvernement des gaullistes sera les services secrets, B.C.R.A., D.G.E.R., puis S.D.E.C.E., entre les mains expertes des Passy, Remy et autres Soustelle habiles à manipuler la classe politique et à traîner dans l'ombre les filets gaullistes.

Intacts après l'éviction du général en 47, ils seront les maîtres-d'œuvre du complot du 13 mai 58, éclateront en deux à l'heure de l'O.A.S., pour se réunifier contre le peuple au lendemain de Mai 68.

Les « gaullistes » seront donc, pour les éléments dirigeants, un composé de quelques anciens résistants, d'anciens exilés à Londres, et, surtout des hauts fonctionnaires « blanchis » à la Libération, qui suivant le gré de l'opportunisme politique oscilleront entre les socialistes et le gaullisme, alliés dans un cas à la petite bourgeoisie reconstructrice du capital, dans l'autre aux technocrates du capital financier.

De Gaulle fait de Thorez un ministre d'Etat et au nom du C.N.R., dépouille les masses populaires de leur victoire, avant de céder la place sans combat au parti américain.

Pour aller « de la résistance à la Révolution » la marche sera longue, il faudra balayer et de Gaulle et le P.C.F.

IV. LES RACINES DE LA NOUVELLE DEMOCRATIE

LA RESISTANCE ARMEE : MOUVEMENT DE MASSE OUVRIER ET PAYSAN

Pendant que le couple P.C.F.-de Gaulle règle, au profit de la bourgeoisie dominante, la question de l'issue politique de la résistance, la dissolution de l'ancienne base sociale de l'Etat bourgeois est commencée : la lutte armée brise l'alliance de classe qui avait fait les beaux jours de la IV^{ème} république.

Entre ouvriers, paysans et intellectuels, naît une nouvelle alliance, une nouvelle légitimité nationale s'inscrit dans le bouleversement des rapports entre les classes.

A ses débuts la résistance armée au nazisme envahisseur et à ses laquais vichystes est le fait de quelques individus isolés — les résistants gaullistes — et des premiers groupes constitués par le P.C.F.

Elle s'élargit sans cesse avec la reconstruction clandestine du parti et des syndicats, et se développe massivement dans les usines où le sabotage devient une pratique courante et organisée.

La S.N.C.F., par exemple, connaît un rythme croissant et ininterrompu de sabotages et de déraillements sur les convois de marchandises ou de troupes.

D'autant qu'un sabotage d'usines ou de voies ferrées par les partisans épargne au maximum la population civile alors qu'un

bombardement anglais (pour ne pas parler des opérations criminelles menées à haute altitude par les super forteresses U.S.) décime les habitations et les civils.

Mais de puissant, le mouvement va devenir considérable et véritablement massif avec l'introduction en France du S.T.O. - Service du Travail Obligatoire — et avec la lutte de masse entreprise dès 1942 par les forces révolutionnaires et patriotiques contre cette déportation ouvrière.

La très grande masse des ouvriers refusera la servitude et la trahison et ira, à l'appel de toutes les organisations de résistance, dans les campagnes, les forêts et les montagnes, constituer, avec les paysans, les maquis de résistants à partir des camps des réfractaires à la nazification.

La paysannerie dans la résistance

Jacquou le Croquant n'est pas né hier et la lutte des paysans contre l'oppression scande toute l'histoire de notre pays.

En 1789, fusils de chasse et fourches à la main, les paysans sont venus arracher les chartes cachées dans les châteaux des seigneurs ; ces documents qui consacraient les droits féodaux flambèrent gaiement dans les cours des châteaux, et les plus haïs de leurs possesseurs firent alors connaissance avec la justice d'un peuple en révolte.

En même temps qu'eux, tous les oppresseurs se retrouvaient face aux masses : agents de l'impôt, accapareurs de vivres, mauvais juges... A tous, les paysans et artisans demandaient des comptes.

En 1940 la propriété féodale a disparu depuis un siècle et demi et le mode capitaliste de production n'a pas encore étendu sa domination sur toutes les campagnes.

La propriété des moyens de production n'est pas encore séparée de la force de travail, très nombreux sont les paysans qui possèdent leur terre et la cultivent avec leur famille ; fermiers et métayers, eux, louent la terre qu'ils cultivent, seuls quelques grands propriétaires vivent du travail d'ouvriers agricoles — manouvriers — prolétariat misérable maintenu en servitude.

Si le mode artisanal de production est maintenu dans l'agriculture, pour une grande part ce n'est pas à la philanthropie de la bourgeoisie qu'on le doit.

La réalité est plus sordide : la panique causée par la Commune de Paris dans la bourgeoisie a convaincu celle-ci de maintenir à tout prix, à toutes forces une solide alliance avec les paysans.

Pour cela tout est bon, le cléricanisme dans l'ouest et dans l'est, le radicalisme dans le midi — le curé va prêcher l'ordre naturel et les vertus de la famille pendant que l'instituteur, modèle Erckmann-Chatrion, l'œil sur la ligne bleue des Vosges, prépare le petit paysan à se transformer en chair à canon docile et patriote — cette préparation idéologique adaptée à toutes les traditions locales, ce bourrage de crâne tous azimuts évitera à la France bourgeoise les mécomptes de la Russie tsariste de 1917.

L'enfant de la communale mourra pour la République pendant que son cousin de l'école libre tombera pour la Fille Aînée de l'Église.

Cette double mainmise idéologique ne peut s'accompagner d'un pillage économique trop durement ressenti, et cette politique spéciale de la bourgeoisie au pouvoir à l'égard de la paysannerie

s'appuie sur un freinage volontaire de l'introduction du capitalisme et de son mode de production dans les campagnes.

Le pillage est reporté sur l'économie agraire des colonies qui fournissent aussi à la bourgeoisie industrielle la main d'œuvre à bon marché qu'elle n'ose pas puiser trop rapidement dans la paysannerie.

Mais voilà, la guerre de 14-18 brasse pendant quatre ans de tranchées ouvriers et paysans, prolétariat et paysannerie, là se soude une solide révolte contre la boucherie impérialiste.

La révolte est écrasée dans le sang par Pétain ; cela débouche de 1918 à 1920 sur un afflux paysan vers le parti socialiste, seul écho en France de la révolution russe.

En 1920 le parti communiste naissant recueillera surtout les ouvriers agricoles et dans certaines régions les paysans pauvres, métayers, fermiers et petits exploitants du centre, tandis que la S.F.I.O. verra s'étioler petit à petit la frange des quelques exploitants qui lui font confiance dans le midi et l'ouest.

Le jeune parti communiste est trop occupé dans les bastions ouvriers et les centres urbains pour se consacrer véritablement à l'édification d'une force rouge rurale.

Il élaborera une motion agricole au congrès de Marseille et ensuite se contentera de confier à quelques spécialistes ce secteur marginal de son travail d'agitation.

On est bien loin de la révolte des vigneronns de 1907.

La S.F.I.O. entretient de bonnes relations électorales avec quelques notables, et aucun des deux partis ne saura exprimer la colère des paysans devant les premières grandes incursions du capitalisme

qui commence à faire peser sa loi sur les petits propriétaires exploitants, surtout dans l'ouest.

Ce terrain politique laissé vierge à la base va très vite être occupé par les milices fascistes, les « chemises vertes » de Dorgères en 1935.

Pourtant, en 1936, les manouvriers des grands domaines de la Brie, de la Beauce, de la Champagne... défilent fusils et fourches en main menaçant de mort « Monsieur notre maître ».

En 1940 les organisations professionnelles dominées depuis toujours par les gros agrariens d'Action Française deviennent un pilier du régime de Vichy qui célèbre à la cantonnade les vertus familiales de la paysannerie.

Camille Laurens et Dorgères deviennent les grands prêtres du vichysme à la campagne.

Mais le fait le plus important c'est que la lutte armée transforme les mentalités, bouleverse les habitudes, plus radicalement encore qu'en 1917, et sonne le rappel des Jacqueries.

De larges fractions de la paysannerie pauvre et moyenne trouvent, le fusil en main, leur unité de combat avec la jeunesse ouvrière contre l'envahisseur nazi et les fantoches de Vichy.

Dès 1943 cette unité va prendre de l'ampleur avec la formation des maquis.

Les nazis et leurs laquais vichystes organisent la déportation de masse de la jeunesse ouvrière vers les usines allemandes.

A cela les travailleurs opposent un refus massif, les F.T.P. et, à moindre degré (parce que leur implantation dans les usines est plus faible), les autres organisations de résistance, organisent le repli en

masse des ouvriers menacés vers les campagnes où ils retrouvent les évadés et les politiques en rupture de ville.

Les F.T.P. sont les premiers dans cette tâche ; grâce aux organisations d'usine du parti, les jeunes réfractaires seront convoyés dans, les campagnes, regroupés autour des fermes ou des villages qui comptent des militants ou des sympathisants qui aideront les premiers campements à se mettre en place et à survivre.

Ces maquis ouvriers et paysans s'armeront peu à peu et, véritable armée du peuple, ils joueront un rôle décisif à la libération ; ils libéreront, seuls, des départements entiers : Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales, Aude, Lozère, Aveyron, Haute-Garonne, Lot, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Gers, Hautes-Pyrénées, Ariège, Gironde, Landes, Basses-Pyrénées, Vienne, Corrèze, Dordogne, Charentes, Haute-Vienne, Creuse, Charente-Maritime, Deux-Sèvres.

Ces 26 départements seront libérés par les seules forces de la résistance qui partout se lancent dans l'insurrection générale en liaison avec le débarquement allié ; le rôle des résistants sera prépondérant dans toute la Bretagne, la région Rhône-Alpes et la Méditerranée, sans parler des légendaires combats de Paris ou des héroïques mineurs du Nord.

De fait la moitié au moins du territoire français se libérera sans intervention directe des troupes alliées ce qui donne une juste mesure du caractère de masse des mouvements résistants et une évaluation de l'appui populaire qu'une organisation révolutionnaire aurait créé dans le prolétariat urbain comme dans les communes rurales.

V. -- LES DEUX ÉPURATIONES : QUI ÉPURE QUI ?

Épuration ! De la résistance à la révolution le chemin est certainement long et sinueux mais les masses entreprennent de le dégager.

En formulant comme préalable à la reprise de la production l'épuration des patrons, ingénieurs et cadres collabos, les mineurs découvrent la revendication intermédiaire qui ouvre à la résistance la voie de la révolution ininterrompue et par étapes.

En prenant pour cibles l'appareil du despotisme patronal en tant que collabo, la nouvelle alliance née dans la lutte armée pouvait unir paysans et intellectuels autour d'un programme de démocratie nouvelle.

L'appareil de la domination bourgeoise sortait des égouts de la collaboration ruisselant de sang et de pourriture.

A cible unique, flèche unique : qu'on épure tout ce qui a collaboré et le prolétariat saura diriger les coups d'un peuple uni pour la démocratie, il connaît trop bien son ennemi héréditaire pour ne pas le poursuivre où qu'il se cache.

Les mineurs ne se contentent pas des nationalisations par en haut, ils veulent l'épuration de haut en bas, et si le P.C.F. avait une occasion historique de faire prendre au sérieux son programme de démocratie avancée, ce fut à ce moment-là.

Mais dans ces cas, le sérieux suppose le fusil.

Bien sûr la vie politique au lendemain de la libération traduit le résultat des pratiques complémentaires des conquistadors

gaullistes et des pantins révisionnistes qui, d'un commun accord, tacite d'abord, explicite ensuite, vont s'opposer aux Comités de Libération nés des soulèvements, pervertir leur légitimité conquise les armes à la main pour leur conférer une légalité de pacotille ; ces comités sont porteurs des aspirations populaires même si leur composition reflète déjà parfois une volonté d'ouverture à des éléments dont la résistance a été pour le moins suspecte.

Dans les usines, les comités patriotiques sont les émanations des milices armées, ils remettent en route la production non sans exproprier les patrons collabos enfuis dans les fourgons de la Wehrmacht ou dans les bagages de Laval.

Épuration populaire

Dans les villes et les villages la justice populaire fait aussi entendre ses exigences : le peuple demande des comptes, cela remet en question l'ordre social ancien.

Les souffrances sans bornes de la population affamée et torturée pendant que spéculateurs et collabos se prélassaient doivent bien sûr se payer.

Déjà très tôt au cours de la guerre de libération, les F.T.P. ont su frapper à la tête et exécuter des traîtres particulièrement odieux : juges condamnant impunément, croyaient-ils, les patriotes, policiers meurtriers ou tortionnaires, officiers supérieurs des troupes nazies et agents de la gestapo, collabos particulièrement répugnants comme les chefs syndicalistes ou d'anciens dirigeants communistes renégats et traîtres vendus à la gestapo (comme

Capron, Gitton) au même titre que les chantres vichystes les plus en vue de la propagande nazie (Henriot).

A la Libération, les tribunaux populaires se forment et les milices patriotiques exécutent les sentences.

De fait les exécutions seront peu nombreuses, moins de dix mille, dans tout le pays, et seuls les principaux tenants de l'ordre nazi seront frappés, de même bien sûr que des tortionnaires et des bourreaux aux mains rouges du sang de nos martyrs.

Mais la justice populaire ne se limite pas à ces mesures individuelles et les plus importantes peut-être sont les mesures d'expropriation pures et simples des patrons collabos comme Berliet à Lyon, comme les patrons des compagnies minières du Nord ou d'Alès, comme les usines Renault à Paris ou les usines d'aviation qui constituent la SNECMA ; hélas, très vite l'Etat gaulliste et ses exécutants révisionnistes se chargeront de « récupérer » ces mesures populaires acquises de haute lutte : les usines et les mines en « gestion directe » vont être « nationalisées » c'est-à-dire gérées comme des entreprises capitalistes d'Etat, voire même restituées au patron (Berliet) ; pire, dans les entreprises nationalisées, le P.C.F. va introduire le travail à haute cadence et les « chronos » pour accroître la productivité (sur le thème « Maintenant que les usines sont nationalisées... elles sont à nous. »)

Cela entraînera ici et là des grèves comme à Renault ; le P.C.F., la C.G.T. et la police réduiront sans coup férir ces mouvements désespérés de militants désemparés.

Donc, très vite, la justice populaire va se trouver entravée par la remise en route gaulliste de l'appareil d'Etat alors que le P.C.F.

pousse tant et plus à ce « retour aux formes légales ».

Il est important de noter à ce propos que si certains dirigeants des formations nazies et pétainistes ont payé leur forfait un grand nombre de ces hommes sont toujours en place.

Il ne s'agit pas de regretter qu'il n'y ait pas eu de gigantesque bain de sang, mais il faut constater qu'au-delà des jours mêmes de la Libération, aucun effort systématique de rééducation des petits cadres et des militants pétainistes n'a été entrepris.

Qui donc aurait pu prendre cela en charge dans le cadre d'un Etat bourgeois?

De plus nombre de cadres fascisants de l'administration, « épurés » pour la frime, ont été rapidement réhabilités et réintégrés. (Les juges professionnels du procès Pétain avaient prêté serment quatre ans plus tôt au maréchal ! Il est vrai qu'il n'y en avait pas d'autres.)

La bourgeoisie est généreuse, très généreuse pour les siens. De fait les plus lourdement frappés furent les éléments dévoyés du lumpen-prolétariat.

Il ne s'agit pas d'oublier que la « résistance » de dernière heure de la police parisienne a épargné pour l'essentiel ce corps en 44, et que si le fascisme y fut contraint pour un temps à la clandestinité il y reste tenace, et les réseaux Dides feront surface quelques années plus tard.

Enfin il y a eu des excès, c'est normal : le mouvement d'épuration fut refoulé par en haut alors qu'il était spontanément orienté vers les collaborationnistes, c'est-à-dire qu'il prenait pour cible tout l'appareil politico-économique de la classe bourgeoise vendue aux Allemands.

Les coups furent souvent déviés sur les petites têtes.

La colère des masses accumulée pendant quatre ans de souffrance indicibles, nourrie de haine à l'égard de ceux-là mêmes qui s'étaient proclamés maîtres en patriotisme, fut remarquablement généreuse, et les rares excès trouvent leur origine dans le fait qu'au lieu d'être tournée vers la construction d'une France nouvelle cette colère fut délibérément bloquée sur le passé, la vengeance.

Le peuple ne se battait pas pour restaurer ensuite le capitalisme qui avait produit Hitler et Pétain, il sera frustré dans ses espoirs et la trahison de 1944 marquera lourdement une génération qui a donné à la cause du peuple les meilleurs de ses fils.

Epuration bourgeoise

Car si la Libération et la justice populaire sont synonymes, pour le peuple, de joie et de fête populaire, ailleurs, des préoccupations d'un autre type se font jour et, au ministère de la guerre, siège du gouvernement provisoire, de Gaulle opère ses dosages pour mettre en place le premier gouvernement sur sol français.

Très vite on va voir le cas fait de la résistance populaire fut-elle d'obédience « gaulliste ».

A l'époque d'Alger le commissariat à l' « intérieur » avait été confié à un résistant venu de France occupée, Emmanuel d'Astier ; en ce temps là il était « logique » que « ceux qui se battent » en soient chargés.

Mais à peine arrivé à Paris, d'Astier, suspect de progressisme, est débarqué au profit d'un spécialiste du maintien de l'ordre, le

socialo Tixier.

Puis la sinistre comédie de la participation des communistes se joue.

On les placera à la Production Industrielle pour qu'ils servent de tampon lorsque le prolétariat commence à se rendre compte que c'est lui qui fait les frais de la reconstitution du capital.

Certes, un moment, un ministère de la Défense est confié à un communiste, mais les armées de terre, de mer et de l'air, échappent à son contrôle et sont dotées chacune d'un ministère propre, Billoux pourra passer en revue son secrétaire et son chauffeur s'il veut flatter sa vanité ; son pouvoir s'arrête là.

Les élections, les premières où les femmes participent en France donnent une majorité communiste et socialiste et font apparaître un mouvement démocrate-chrétien qui bénéficie du report de l'essentiel des suffrages de la droite cléricale tandis que les éléments les plus réactionnaires se réfugient dans un radicalisme suspect (Herriot, président du parti radical, doit le maintien de son éligibilité au fait que président de l'assemblée qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain en 40, il était statutairement obligé de ne pas mettre son bulletin dans l'urne !).

Quelques petits groupes de droite ont réussi à mettre la main sur de providentiels « résistants » présentables devant les électeurs pour préserver l'avenir.

On ne trouve donc pas dans cette assemblée de représentation politique organisée du gaullisme ; il se limite à une influence idéologique considérable mais encore ambiguë et au contrôle technocratique (déjà !) de l'appareil d'Etat.

Le travail idéologique de de Gaulle consiste essentiellement à accréditer la thèse que presque tous les Français, de toutes les classes, ont été également résistants.

Il est bien clair qu'une telle falsification qui lave la masse des collabos et des inertes leur convient particulièrement, tandis que la fraction bourgeoise de la résistance n'aspire à rien tant qu'à se retrouver avec ses frères de classe.

La classe ouvrière, elle, voit son initiative politique paralysée par la présence des ministres P.C.F. au gouvernement. La bataille de 47-48 interviendra, trop tard pour libérer sa capacité d'intervention politique.

Il faut noter à propos de cette nouvelle carte politique de la France, que dans la situation économique de 1945 la représentation politique du capital financier ne peut se dessiner qu'en pointillé.

De fait, pour une longue période c'est le capital financier qui pilotera la renaissance du capital industriel de la France (Plan Marshall).

Ces messieurs des grandes banques et des trusts trouveront plus d'avantages à contrôler, au sein de discrètes commissions économiques, l'orientation de la distribution des dollars qu'à battre les estrades politiciennes.

Ils vont installer solidement l'infrastructure économique de leur puissance avant de se mêler directement et sans ambages à la « grande » politique.

La IV^{ème} République sera le théâtre magique où ceux qui gouvernent sont en fait les maîtres-d'œuvre apparents d'une politique économique qui n'est pas la leur ; quand le grand capital

se sentira suffisamment assuré pour manipuler tous les leviers, et joindre l'idéologique et le politique à sa puissance économique, ils disparaîtront.

On est encore loin de ce moment, et, à l'époque de Gaulle est d'abord un bouclier anti-communiste provisoire, sa raison d'être, ou en tout cas d'être en haut, est de contrebalancer par son prestige l'influence acquise les armes à la main par le prolétariat.

Il faut qu'il accrédite l'idée que la résistance était au-dessus des classes, il est le seul à pouvoir bénéficier du soutien du P.C.F. pour mener cette délicate opération.

Dès que cette tâche sera accomplie, dès que la bourgeoisie aura compris que les « communistes » français, ou plutôt leurs dirigeants, sont en peau de lapin, dès qu'elle sera assurée qu'il est à la portée de n'importe quel Ramadier ou Jules Moch, de les jeter du gouvernement sans même qu'il leur vienne l'idée de réagir, à quoi bon s'embarasser de de Gaulle, il ne correspond plus à un besoin urgent, et, ne coïncide pas encore avec les projets à longs termes de la bourgeoisie.

De 45 à 47, deux ans, voilà le temps qu'il faut à la bourgeoisie de l'industrie textile et de l'épargne, pour se faire une clientèle de la cohorte des employés sortis de la condition prolétarienne, des fonctionnaires raisonnablement perméables aux thèses socialistes et de la partie de la paysannerie qui suit encore les notables et les libéraux des villages. Pendant ce

temps elle expulse des alentours du pouvoir politique, et, en tous cas du banc des ministres, les principaux « représentants » de la résistance anti-nazie.

Le P.C.F. et le symbole gaulliste ont fait leur temps dans les palais

gouvernementaux.

De toute façon, jusqu'en 1958, c'est Washington qui va gouverner à Paris sans interruption, quelles que soient les étiquettes affichées par ses marionnettes.

Le gaullisme attendra 1958 que le capital financier soit gêné par la gabegie des protagonistes de la Troisième force et ne se contente plus de tenir discrètement en mains les grands investissements.

Quant au P.C.F., il aura réussi un tour de force, il aura atteint un sommet de contreperformance : non seulement il a abandonné toutes les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière, il a désarmé le peuple, il s'est roulé dans l'opportunisme le plus vulgaire, dans le crétinisme parlementaire le plus total, mais en même temps, il s'est isolé à l'extrême, il est devenu un élément pestiféré de la vie politique incapable de se battre seul, incapable de nouer la moindre alliance.

Ses effectifs vont s'effondrer des deux tiers en deux ou trois ans, malgré une combativité sans précédent de la classe ouvrière.

C'est qu'il n'est pas facile de partir des slogans tels que « Retroussons nos manches » ou « la grève c'est l'arme des trusts » qui faisaient les beaux jours de Thorez « ministre », pour arriver au soulèvement insurrectionnel, surtout quand on a longuement et péniblement « expliqué » deux ans avant qu'il fallait rendre le fusil.

L'oscillation entre l'idéologie de droite et sa version de gauche s'amplifie avec une fréquence de plus en plus accélérée avant que la stabilisation à droite ne soit définitive.

Après avoir poussé à l'extrême la tension de la grève de 48 dans les

mines, après avoir amené les gueules noires devant les blindés, la direction révisionniste ne tente même pas un repli en bon ordre et se contente de ne pas expliquer son ordre de reprise que certains piquets de grève apprendront de la bouche même des commissaires de police.

La scission syndicale télécommandée par les syndicats américains et exécutée par les syndicalistes français, le sectarisme et le repli politique sur l'aspect international des problèmes mondiaux de la lutte de classe, seront désormais la règle.

En 53 la C.G.T., devenue un squelette animé par des permanents acharnés mais coupés des masses et manipulés par des dirigeants corrompus, manquera le mouvement de masse, véritable reprise de l'élan populaire auquel le parti débordé n'offrira aucun mot d'ordre.

Le P.C.F. de 1946 enferme ses militants dans une contradiction dont il a fait un principe immuable, il n'en sortira jamais plus : sans alliance avec la S.F.I.O., dit-il, pas de traduction gouvernementale possible d'un mouvement de masse.

Or la S.F.I.O., fidèle compagne de l'impérialisme U.S., mais on n'est plus à cela près, ne veut pas d'un accord gouvernemental.

DONC il ne faut à aucun prix qu'un mouvement de masse puisse déboucher sur une crise de gouvernement et encore moins de régime ; on serait en pleine « aventure ».

Thorez exprime clairement cette thèse : « nous sommes un parti de gouvernement » il ne parlera jamais plus du pouvoir.

Désormais c'est le credo du parti et qui prétend sortir de là est un renégat.

Toutes les voies sont bonnes pour parvenir au sacro-saint accord

avec les socialistes : tour à tour on les courtisera, ou on les traitera de tous les noms, pour les supplier de conclure l'accord ou pour stigmatiser leur refus.

De toutes façons la clarinette révisionniste ne joue plus qu'une seule note celle de la voie pacifique, de l'alliance électorale, elle va justifier toutes les lâchetés, toutes les trahisons, toutes les liquidations de mouvement de masse et toutes les purges à l'intérieur du parti, des syndicats ou des organisations de masse.

Tout y passe, le mouvement des fonctionnaires de 53 (1 mois et plus de grève), la lutte de libération du peuple algérien (vote des pleins pouvoirs à Mollet qui expédie le contingent en Algérie) ou plus tard la grève des mineurs de 63 ; le point culminant, provisoire de cette série est bien sûr la liquidation à Grenelle du gigantesque mouvement révolutionnaire de masse de mai-juin 68.

A partir de 1945 le P.C.F. n'est plus qu'un instrument de perversion du mouvement ouvrier français ; le parti de lutte construit avec le sang des travailleurs, avec le martyre des 75 000 fusillés de la lutte antinazie, se transforme entre les mains papelardes de Thorez et de Duclos en son contraire : il devient un outil aux mains de la bourgeoisie pour opprimer les masses, il broie les militants honnêtes pour les amener à remplir la fonction de police secrète des patrons et du capital : son appareil rejette ceux qui résistent trop souvent, hélas ! réduits à l'état de loques désarticulées et sans âme, cependant que la direction aspire de plus en plus d'aparatchicks cyniques.

La bourgeoisie à l'américaine jouera jusqu'en 58 de la passivité morbide du révisionnisme ; ensuite le gaullisme le réactivera pour s'en faire un repoussoir électoral, et surtout un partenaire social,

voire un complice actif, comme mai 68 le prouvera.

1947-1958 : le peuple sans armes

Jamais le P.C.F. ne sera capable de mettre en œuvre une grande politique, de prendre des initiatives susceptibles de menacer ou de battre en brèche la voie américaine des fantoches du M.R.P. et de la S.F.I.O.

Pourtant ce n'est pas l'héroïsme qui manque au peuple, il suffit de se souvenir, par exemple, des manifestations contre l'entrée à Paris de Ridgway-la- peste en 52, ou de la dureté de nombreuses grèves.

Les grèves et les mouvements de masse depuis l'insurrection des mineurs de 48 montrent que depuis la libération et avec un instinct de classe admirable les travailleurs sont montés sans trêve à l'assaut de ce qui était la pointe de la politique économique et sociale de concentration monopoliste.

En 48 contre les décrets Lacoste qui sont encore aujourd'hui à l'origine des fermetures des puits, ensuite contre le chômage dans le textile... chaque lutte dure est dirigée précisément contre le plan Monnet d'abord puis contre les plans suivants, mais ces sursauts sauvages ne seront jamais organisés, articulés par une direction prolétarienne, au contraire les révisionnistes s'acharneront à leur donner une interprétation partielle, morcelée, et transformeront des luttes d'avant-garde en combats perdus.

Exclu du pouvoir presque sans s'en être aperçu, de Gaulle n'aura rien de plus pressé que de fonder un parti, après s'être convaincu que la machinerie étatique qu'il avait mise en place fonctionnait si

bien qu'elle s'était à peine émue de son départ.

De fait, comme le système repose sur le bulletin de vote, le moins, pour participer à la chose, est de disposer d'un appareil électoral.

D'où l'idée du R.P.F. (Rassemblement du Peuple Français) parti « pas comme les autres » bien sûr ! ; en fait le R.P.F. ne contient pas de véritable projet politique, il se fonde uniquement sur l'anticommunisme et sur la fidélité au général ; or l'essentiel de la clientèle anticommuniste place sa confiance, dans l'hypothèse d'un conflit avec l'U.R.S.S. en Europe, en l'armée U.S., bien plus que dans les discours de l'homme à la croix de Lorraine.

De Gaulle ne disposera d'aucun crédit politique solide, autre que sentimental, tant qu'avec ses propres forces la France ne sera pas capable d'assurer son développement, c'est-à-dire, en bref, tant que le capital financier ne sera pas autonome par rapport à son protecteur américain.

Les Américains eux ont choisi de s'appuyer politiquement sur les partis traditionnels : indépendants, radicaux, M.R.P. et S.F.I.O.

De Gaulle, champion pendant sept ans dans la limite de ses positions de classe, de l'indépendance nationale, ne veut, ne peut, ne sait s'appuyer que sur la bourgeoisie ; il n'a pas confiance dans le peuple, « les Français sont des veaux ».

Dès lors que la bourgeoisie française se vend aux Américains, elle le rejette et il se retrouve seul et nu.

Lâché par la grande bourgeoisie, incapable de s'enraciner directement dans les masses qu'il ne tolère qu'émasculées de leur aspiration révolutionnaire, il va flotter et tenter de regrouper tout ce qui échappe aux attractions communiste ou américaine.

Il est privé de racines profondes dans le prolétariat comme dans la grande bourgeoisie, les masses qu'il peut séduire ne pourront jamais s'organiser de façon stable, elles seront en permanence laminées entre les deux grandes forces qui se partagent le pays ; c'est la traversée du désert.

De toutes façons, son hypothèse de base, l'affrontement militaire entre le camp socialiste et les Etats-Unis ne se réalise pas.

L'authenticité de la volonté d'indépendance du gaullisme s'affirme en 1953 quand il n'hésite pas à pousser l'alliance jusqu'au P.C.F. contre la tentative de Communauté Européenne de Défense (C.E.D.), au moment où l'armée U.S. veut passer en Europe du pilotage à travers les politiciens locaux à la gestion directe.

L'affaire est importante sans aucun doute, mais à l'époque elle agite surtout les clans politiques et pour les larges masses, les réalités françaises de l'heure sont les difficultés sociales et la victoire du peuple vietnamien en Indochine sur le corps expéditionnaire français.

Ces deux problèmes, prioritaires pour les masses, le gaullisme n'a rien de spécial à en dire.

L'anticommunisme du gaullisme « en l'air » des années 50, lui donnait l'image d'un mouvement fasciste, dont il possède au début le caractère de rassembleur de certaines fractions marginales des masses.

Mais un tel mouvement dans les conditions de la France d'après-guerre ne peut survivre longtemps. Les U.S.A. ne peuvent s'offrir le luxe du moindre sursaut d'indépendance, ils ont sur les bras Berlin et la Corée ; que les Français reconstruisent leur potentiel industriel, qu'ils constituent un arrière sûr de l'Allemagne fédérale

qui est au contact direct du camp socialiste pendant que le corps expéditionnaire français retarde la libération de l'Indochine, il ne s'agit pas, surtout pas, d'autre chose.

Il n'y a pas de place pour une vraie concurrence interimpérialiste dans les années 50 ; la zone des tempêtes se développe en Asie, et en Europe, l'Union Soviétique dirigée par Staline tient ferme le drapeau. Il faudra Khrouchtchev et sa politique de trahison du socialisme pour que la politique de l'impérialisme s'offre le luxe de se diversifier et que les U.S.A. tolèrent la concurrence en Europe.

Jusque-là, l'autonomie des gouvernements français ne dépasse pas celle de la succursale d'un trust bien géré qui admet le management et la participation limitée de cadres à la gestion.

Le gouvernement Mollet apprendra à ses dépens les limites de son autonomie quand il se piquera de jouer les Zorro à Suez en 1956 ; ses bâtiments trouveront en face d'eux la flotte américaine de Méditerranée à l'heure où les Russes menaceront de le réveiller à coups de fusées nucléaires.

Le gaullisme de 49 alimenté à la source unique de l'anticommunisme va se tarir peu à peu, la bannière du R.P.F. est baissée progressivement.

L'apocalypse de la 3e guerre mondiale prédite par son chef ne se produisant pas dans les délais annoncés, les masses de la petite bourgeoisie enrégimentées au départ vont s'effiloche et les cadres du mouvement s'enliser dans les sables mouvants du Parlement.

Ils participeront de plus en plus aux sordides combinaisons qu'ils dénonçaient pour se faire élire.

De Gaulle dissoudra lui-même le R.P.F. et ses fidèles barons s'en

remettront aux complots et machinations pour venir à bout du « régime des partis ».

1947-58 : la France sans de Gaulle

Pendant ce temps, le P.C.F. et la C.G.T., sortis très affaiblis de l'échec de la Libération, concentrent l'essentiel de leur activité à la lutte pour la paix, contre le réarmement allemand et l'O.T.A.N. ; en sourdine ils maintiendront une campagne permanente contre la guerre d'Indochine.

Ils ne donneront libre cours aux mobilisations de masses que sur ces thèmes généraux internationaux (réarmement allemand, C.E.D., etc.).

Cette politique est peu en prise sur les problèmes immédiats des masses populaires, sur le dos desquelles se reconstruit à cadences accélérées le capital détruit par la guerre et l'occupation.

Le P.C.F. va ainsi progressivement isoler et peu à peu stériliser les forces prolétariennes, et scléroser une C.G.T. croupion, considérée comme une chasse gardée du parti, dont les manifestations et grèves ne sont plus que des paravents qui servent péniblement à masquer l'absence de toute perspective, de toute stratégie, et usent la classe ouvrière dans des coups de boutoirs incohérents.

L'hypothèse d'un développement autonome de la France étant écarté dès 1947, par le départ presque simultané de de Gaulle et du P.C.F., c'est à l'ombre du plan Marshall que va se reconstituer le système économique français.

L'apport financier américain viendra par 2 canaux, l'un officiel

celui du plan Marshall, l'autre officieux, la contribution américaine à la guerre d'Indochine qui fera couler des dollars là où se dépensent des francs et des francs, là où se négocient des piastres.

Le financement de la guerre d'Indochine sera le moteur d'un développement artificiel de l'économie française et en même temps, il sera la source d'une corruption sans précédent de l'appareil de l'Etat et des partis politiques coalisés dans la Troisième force.

Beaucoup d'entreprises françaises sont encore de faibles dimensions et elles ne peuvent en rien se comparer aux trusts américains et à leurs filiales Ouest-allemandes.

L'entreprise à caractère familiale demeure la règle dans l'agriculture et un mode archaïque de gestion reste dominant dans l'industrie.

La concentration capitaliste se cantonne dans le domaine financier et dans quelques branches industrielles dont l'acier est l'exemple le plus achevé ; pour avoir abandonné de Gaulle en 47, le capital français ne s'est pas résigné pour autant à un rôle passif ou suiviste.

Le capital financier, en effet, ne disparaît pas avec l'effacement de de Gaulle, le capital financier ne traverse pas le désert, il exploite quelques oasis bien fertiles et choisit de le faire sans tambour ni trompette.

L'essentiel de l'apport financier vient des Etats-Unis, le premier rôle sur l'avant-scène du Palais-Bourbon revient aux politiciens du lobby américain ; qu'à cela ne tienne, ces messieurs du capital financier vont leur laisser l'apparence du pouvoir, la tribune de l'Assemblée et les appartements luxueux des palais ministériels.

Mais quelques rouages clés de l'appareil d'Etat vont être mis à l'abri des jeux parlementaires ; ce sont ceux sur qui repose l'attribution de l'essentiel de la manne des dollars et leur distribution.

Grâce à cette forteresse on va pouvoir prospérer. De plus, à l'abri des projecteurs indiscrets de l'actualité vont se mettre au point une rationalisation et une modernisation technocratique de l'appareil de production et de gestion.

Grand capital et petites politiques

C'est la commission Monnet, chargée, bagatelle, de planifier la répartition des dollars qui au départ sera le lieu privilégié, le berceau de cette politique.

Les plans qui se succèdent vont venir mettre en place une fulgurante restructuration du capital, tout au moins au niveau de l'application du plan.

Car, en ce qui concerne la rédaction officielle et publique de ses objectifs avoués, ces messieurs ne lésinent pas sur le social ; cela ne coûte pas cher de promettre.

Les projets agités par les politiciens du parlement sont fertiles en logements, en hôpitaux, en écoles, en routes, en téléphones, mais comme par hasard, dans ces domaines précis, la réalisation n'est effective qu'à 25 ou 30 % alors que les investissements mis à la disposition de l'industrie lourde enregistrent des dépassements de prévisions qui doublent ou triplent la mise initialement annoncée.

En 1950, sur les 500 000 logements prévus en 45, il n'y en a que

174 000 sortis de terre.

Mais le taux d'autofinancement de l'industrie est passé de 23 à 35 %, il atteindra 48 % en 1952, dès lors l'aide américaine sera réservée à 90 % au domaine militaire.

Certes, des choix étaient indispensables, on ne pouvait mener au même rythme tous les secteurs comme le logement, l'industrie lourde et l'industrie d'armement, mais ces messieurs des commissions parallèles et des directions ministérielles ont purement et simplement bloqué les investissements sociaux au profit du grand capital.

C'est ainsi qu'est née la fameuse réputation de souplesse de la planification à la française qui, 20 ans plus tard, fait encore l'admiration des grands patrons occidentaux et des économistes distingués.

Pour être souple, c'est souple, pas de discussion : pour les investissements industriels le plan est impératif, pour les investissements sociaux il est indicatif (logements, hôpitaux, écoles, production de viande, téléphones, sont les secteurs où il est aisé de « réduire les objectifs »).

En fait tout ce qui n'était pas directement et strictement indispensable au développement et à la restructuration (entendons : à la concentration monopoliste) de l'implantation industrielle a été sacrifié délibérément et à outrance.

Là va se former, parmi les grands commis de l'Etat et les experts généreusement prêtés par le secteur privé, une pépinière de ces fameux « technocrates », source sans pareil de recrutement pour le personnel gaulliste de 1958, à l'heure où le capital financier voudra achever dans le domaine politique et idéologique le cheminement

économique mis en place sous les estrades des bateleurs de la IVème République ; il s'agit alors de parachever le travail, de lui donner sa cohérence et au passage de rogner aussi sur les miettes abandonnées aux politiciens pour servir leur clientèle personnelle.

Ces miettes de budget sont l'enjeu de discussions acharnées, amplifiées par les radios et la presse, il faut amuser la galerie et acheter des voix.

L'opportunisme le plus sordide préside au saupoudrage de ce qui reste, le grand capital une fois servi : une année on va distribuer des primes aux vigneronns pour arracher les pieds de vigne, l'année suivante ce sera des primes pour les replanter, et ainsi de suite...

Libéraux et européens...

De toutes façons, à l'époque, les pôles politiques sont plantés hors de l'hexagone et avec eux les grands leviers de commande financiers.

La restructuration économique de l'Europe est commandée par l'antagonisme entre le camp socialiste et les pays de l'O.T.A.N. placés sous la direction hégémonique des U.S.A. Dans ce domaine les gouvernements français se voient confier successivement deux tâches : contenir la lutte de libération des peuples d'Indochine, puis quand ils auront, là-bas, passé le relais aux Américains, assurer la mainmise occidentale en Afrique du Nord.

Quant à la politique européenne proprement dite, les Etats-Unis voient d'un bon œil la constitution d'un glacis européen à leur discrétion, capable de plus en plus de leur servir d'infanterie

militaire et économique pendant qu'ils consacrent leurs forces stratégiques au pillage direct de l'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient et de l'Amérique Latine.

Pour eux, l'Europe occidentale doit se constituer en force complémentaire de l'impérialisme U.S., en force d'appoint ; pas question bien sûr en aucun cas de se poser en concurrente ou en rivale.

La progression économique de l'Europe de l'Ouest va donc se trouver enfermée dans une étroite fourchette : elle doit être suffisante pour éviter des révoltes populaires qui remettraient en cause la sécurité du glacis militaire, elle doit demeurer assez modeste pour ne pas venir concurrencer dangereusement une économie américaine complètement déséquilibrée et en surchauffe permanente à cause d'un engagement militaire, colonial et continu à l'échelle de la planète voire du cosmos.

La fonction des gouvernements démocrates chrétiens et socialistes qui se succèdent jusqu'en 1958 est donc simple, il s'agit de faire accepter au peuple français cette fonction d'amortisseur de la voiture américaine.

La France, ou plutôt ses maîtres provisoires, interprétera donc fidèlement son second ou troisième rôle dans le scénario bâti au Pentagone et à Wall Street.

Les chiens courants de la social-démocratie et de la démocratie chrétienne se disputeront pour ronger l'os pendant 11 ans, ils essaieront vainement d'intéresser les masses à leur scènes de ménage sur la quantité d'aumôniers tolérables dans les écoles.

Vis-à-vis des Américains, ils ne se conduiront pas même en partenaires critiques : c'est sans renâcler qu'ils acceptent la division

des tâches dans le monde impérialiste : Mendès en 54 accélérera bien le retrait français d'Indochine en forçant un peu la main de Washington ; quant à la tentative de Guy Mollet en 56 qui se prend à revendiquer le droit d'aller tirer le canon au nom des actionnaires de la compagnie du Canal de Suez, en pleine campagne présidentielle aux Etats-Unis, on lui fit remarquer son manque de tact et de bon goût, en envoyant les croiseurs de la Vème flotte U.S. bloquer la marine française.

Mort de la vieille France coloniale

La mesure du degré d'évolution de l'économie française, de sa puissance industrielle et du rapport noué entre le capital financier et le capital industriel à l'époque peut s'effectuer en évaluant le type de guerre menée par l'impérialisme français même en Indochine puis, après 1954, en Algérie.

En Indochine très vite il s'agit d'une guerre mercenaire menée pour le compte de l'impérialisme U.S.

Ce qui compte dans cette guerre ce sont les profits qu'en tirent les magnats de la finance et les corrompus de l'Etat ; mais les « intérêts économiques du capitalisme français en Indochine ne sont pas et de loin des intérêts vitaux (tout au plus les plantations de caoutchouc de Michelin).

Quand le prix politique dépassera l'intérêt financier de l'opération, le grand état-major militaire, battu sur le terrain par la guerre des peuples, ne demande rien de moins que la paix ou l'envoi du contingent pour « maintenir la situation ».

La bourgeoisie française refile à la fois le bébé et l'eau du bain aux Américains, non sans avoir tenté (merci messieurs Mendès France et Pleven) d'obtenir la « solution finale » du problème indochinois au moyen de la bombe atomique U.S.

Notons au passage que le refus des Américains est à l'origine de la décision de construire une force atomique française.

Les peuples d'Indochine seront venus à bout du corps expéditionnaire français, et auront fait perdre à l'armée impérialiste une promotion par an d'officiers sortis de Saint-Cyr.

Dien Bien Phu apporte au monde entier une nouvelle démonstration (après la victoire en 1949 de la révolution chinoise) de ce que la guerre du peuple est invincible.

Le corps des officiers français essaiera de retenir la leçon ; en fieffés réactionnaires, ces officiers oublieront le principal : la guerre populaire s'appuie sur le peuple ; ces crétins galonnés voudront la réduire à une vulgaire technique de guérilla, le peuple Algérien se chargera alors à son tour de les rappeler à un bon sens élémentaire.

Du point de vue des industriels français, ces guerres seront des guerres du fil de fer barbelé, de la mitrailleuse, et du textile à battledress ou à pataugas, en la comparant avec la deuxième guerre d'Indochine, la guerre de l'industrie américaine, celle des B. 52, des tapis de bombes, des porte-avions géants... on obtient un bon critère du développement de l'industrie et de la finance française des années 50.

Guerre du textile et du barbelé, les profiteurs de guerre sont les industries les plus arriérées et les banquiers à la petite semaine qui sont derrière, bref les oubliés du trafic des grandes commissions et

du plan Monnet.

Pour ceux qui escomptent leurs profits à l'échelle mondiale, qui vivent d'investissements à rentabilité rapide et à grande capacité de rotation, de telles opérations ne sont guère profitables ce qui ne veut pas dire que ces messieurs négligent de bénéficier au passage des fructueux trafic des piastres.

Mais surtout toute cette gabegie est une entrave à leur développement à cause du gel des capitaux, de la survie de secteurs marginaux ; sans compter le coût politique en France de cette guerre : si elle rapporte peu, elle tue, et la jeunesse commence à s'agiter sérieusement.

Contre la guerre coloniale : les deux voies

27 mois dans les djebels pour massacrer un peuple innocent, cela n'a rien d'exaltant et les mouvements de révolte couvent, de plus en plus profonds.

Pendant la guerre d'Indochine de puissants mouvements des dockers en particulier bloqueront le chargement du matériel militaire pour l'Indochine.

En 1956 quand Mollet, avec le soutien du P.C.F., rappellera des classes puis enverra le contingent en Algérie des unités militaires entières se révolteront et mettront la crosse en l'air : occupation de casernes sur tout le pays, blocage de trains de troupe (Grenoble).

Il faudra beaucoup d'efforts pour que la direction traître du P.C.F. arrive à casser ce mouvement de masse dans lesquels spontanément les J.C. se sont lancés avec un grand enthousiasme.

L'appareil révisionniste ne craindra pas de dénaturer sans vergogne la pensée de Lénine en essayant de se couvrir derrière une citation de l'organisateur de la lutte contre la boucherie impérialiste de 1941 « Quand on te donne un fusil prends-le » ; ce que ces fripouilles oublient de dire c'était que Lénine ne conseillait aux Bolcheviques d'aller à l'armée que pour y susciter la révolte, que pour y organiser des soviets de soldats afin d'empêcher la guerre.

A aucun moment un travail communiste dans l'armée ne fut sérieusement envisagé par les traîtres révisionnistes qui se contentèrent jusqu'en 1960 de slogans pacifistes et ne mirent en avant le mot d'ordre d'indépendance de l'Algérie que six ans après le début de la guerre, de fait après que de Gaulle l'ait accepté.

Déjà en 1947, ils ne firent rien contre le colonialisme et ses sanglantes méthodes de répression.

Au contraire ils se rallièrent à l'« Union Française ». en 1954 ils allèrent jusqu'à traiter de provocateurs les combattants algériens, osant prétendre que la lutte armée servait les intérêts du colonialisme, qu'il s'agissait de gens n'ayant « rien de commun avec les masses algériennes ».

Par exemple, le 8 novembre 54, le B.P. rend publique une déclaration où l'on peut lire « En de telles circonstances, fidèle à l'enseignement de Lénine, le Parti Communiste Français, qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits ».

A écouter ces messieurs du bureau politique, les intérêts des

Algériens, bien compris, auraient dû les conduire à mener une lutte pacifique contre le réarmement allemand !

Léon Feix, pour justifier ensuite (novembre 63) la veulerie du Parti, ose prétendre que toute autre attitude aurait conduit les communistes français à se « couper des masses ».

Pour défendre sa petite poignée de bureaucrates affolés, le P.C. ose insulter la masse des travailleurs français !

Ils sont peut-être racistes et colonialistes ? pourtant c'est bien cette masse qui s'est révoltée en 56 et que le Parti a eu le plus grand mal à faire céder une fois encore devant les nécessités de l'union avec les socialistes.

Toutes ces opérations sordides ne font que refléter ce refus du P.C.F. à se lancer à l'assaut du régime bourgeois le plus faible, le plus pétri de contradictions que la France ait connu.

L'orientation révisionniste est totale.

Ni les guerres coloniales, ni les crises sociales aiguës comme la grève de 53, ni les mouvements des petits commerçants ne seront pour eux une occasion de mobilisation puissante et prolongée des masses.

Étonné par sa défaite en 47, par son éviction des sphères gouvernementales, le parti communiste reste paralysé devant la contradiction J.S.A.-U.R.S.S. qui commande la vie politique française, il n'arrive à se saisir d'aucun levier réel et se contente de lancer ses militants dans des assauts courageux mais sans lendemain contre les représentants américains en France (Ridgway-la- peste).

Pourtant, pour ne prendre qu'un exemple, le mouvement des petits

commerçants est profond, il est le fruit de l'accumulation sur des dizaines d'années de l'exode rural qui finit par priver de clientèle les commerçants des bourgs dans les régions agricoles les plus pauvres (midi-centre).

La direction « communiste », face à cela, se contente de formuler de vagues promesses électorales. Résultat : l'unité commerçants-paysans va se faire contre la classe ouvrière mise hors-jeu, c'est une direction ultra-réactionnaire Pujade-Dorgères qui va se mettre en place sans coup férir.

Les idées justes des petits commerçants ruraux vont se retrouver reliées aux idées fausses ultra-nationalistes et fascistes de Pujade et de quelques autres anciens doriotistes, et cela va déboucher sur une poussée fasciste sans précédent en France.

Comment une classe ouvrière désarmée et privée d'initiatives depuis 10 ans aurait-elle pu offrir une issue aux classes petites bourgeoises révoltées par les horreurs du capitalisme ?

Le P.C.F. a conduit le prolétariat à l'isolement et au repli sur soi.

Le parti est devenu un véritable centre de répulsion pour tous ceux qui ne tirent pas directement de la longue expérience de lutte du prolétariat une patience et un acharnement à toute épreuve.

Ce qui fut l'espoir d'unité populaire pendant la lutte armée en est réduit à servir de repoussoir, à offrir une unité électorale par défaut au magma centriste au pouvoir pour le compte des Américains sous le nom de Troisième force.

Balayant ce magma, de Gaulle affirmera qu'il n'y a rien entre lui et les communistes ; en fait ce qu'il constate c'est qu'il n'y a rien entre lui et le peuple, c'est qu'il n'y a pas de parti communiste, pour ce

qui est de la question du pouvoir au moins.

Mai 1958-mai 1968 : dix ans ça suffit

Double cliquetis d'armes : d'une part parmi les régiments mercenaires de Massu à Alger qui envahissent le Gouvernement Général, de l'autre dans la masse des O.S. de Billancourt qui réclament des armes au meeting de l'Ile Seguin.

Mais les chefs militaires ne veulent pas, pas encore, le pouvoir, et le P.C.F. organise un défilé à la Nation, important par le nombre mais dans lequel les femmes portaient des talons à aiguilles et les hommes leurs vêtements de sortie.

Donc, que ce soit parmi les tenants du fascisme de type ancien, ou parmi les anciens anti-fascistes, le fusil s'inscrit dans le discours. Mais il s'agit de fusils de carton, du moins à Paris.

Cela suffit pourtant à conférer à de Gaulle une nouvelle légitimité nationale qui lui permet de balayer le carton rehaussé pour les besoins de la cause au rang de plomb.

Cette nouvelle légitimité repose sur trois aspirations :

- l'aspiration au nettoyage, à l'épuration des acteurs du théâtre d'ombres de la troisième force ;
- le refus du fascisme militaire ;
- l'espoir d'indépendance nationale à l'égard des Etats-Unis et de fin des guerres coloniales.

De Gaulle se trouve à la convergence de ces trois aspirations, et de plus offre de conjurer les affrontements armés.

De fait dès 58 il n'y a entre de Gaulle et les masses aucune autre légitimité ; en 1958 le P.C. ne se heurte pas à l'appareil d'Etat, mais seulement au projet de constitution (septembre 67 place de la République).

En 1968 le P.C. s'y frotera encore moins, il sera réduit à s'opposer à la légitimité des masses qui commencent en mai à se forger une certaine idée de la France ; celle de la France du peuple c'est-à-dire une certaine idée d'elles-mêmes à l'heure où s'ouvrira une nouvelle étape, celle de la révolution idéologique.

1958 : Le passage pacifique au gaullisme - Les armes sans le peuple

En 1958 on en était arrivé à un affaiblissement prolongé de la classe ouvrière grâce au parti communiste français qui, avec une persévérance digne du meilleur objectif, a liquidé tout au long des 13 années précédentes tous les mouvements de masse.

On en était aussi arrivé à un blocage du développement économique capitaliste français freiné par la conjonction de trois facteurs :

1. L'archaïsme de l'infrastructure, qu'il s'agisse de l'équipement ou de la gestion des entreprises ;
2. Le passif colonial, le maintien de 500 000 hommes sur pied de guerre qui paralyse de nombreux investissements productifs et ne profite qu'aux secteurs industriels les plus arriérés ;
3. La dépendance politique et financière à l'égard de Washington ; elle a sans doute permis la relance mais devient une entrave au développement des tendances monopolistes en limitant certains marchés.

La société de la petite politique se bloque, la grande politique est contrainte de se manifester.

Le capital financier, se contentant jusque-là discrètement du fructueux travail de coulisse que l'on sait, avait maintenant besoin d'une purge, d'un vaste coup de balai pour évacuer le personnel politique sclérosé et timoré.

D'autant qu'on disposait de technocrates élevés à l'école des commissions Monnet et autres tout prêts à prendre la relève.

Il s'agissait à la fois d'apurer le passif colonial et de mettre en place directement cette fois, dans l'appareil d'Etat, les managers du grand capital ; il s'agissait de fusionner cet appareil d'Etat avec la direction des grandes affaires capitalistes, bref de passer de l'impérialisme ancien à l'Etat du capital monopoliste, de donner le pouvoir à la haute finance.

Place à un impérialisme nouveau !

A un rival de l'impérialisme U.S. et prétendant à un rôle dominant voire hégémonique sur une Europe Occidentale qui se donnerait le Tiers-Monde comme marché privilégié.

Bref l'heure du gaullisme avait sonné.

Un banal putsch militaire éclate à Alger sous le signe du colonialisme le plus traditionnel, relayé à Paris par les multiples complots des politiciens barbouzards ; il ne reste plus qu'à faire sortir de son garde-mites de Colombey le souvenir suprême ; il propose tranquillement aux hommes qui se croient au pouvoir de leur épargner un combat difficile de la manière la plus simple : en capitulant entre ses mains.

C'est le 13 mai ; les jours qui suivent prouvent que de Gaulle et les

siens ne se sont pas trompés : on ne meurt pas de gaieté de cœur pour la social-démocratie, et nulle part la démocratie chrétienne n'a brillé par son héroïsme politique.

Au demeurant les consciences les plus scrupuleuses de ces messieurs seront rapidement apaisés par quelques fauteuils ministériels.

Tout ce beau monde baisse pantalon et les matamores prêts à se sacrifier contre la « menace fasciste » ne verront plus l'ombre d'une menace dès lors qu'ils seront associés au nouveau pouvoir.

Quant au P.C.F., il faut être délibérément mesquin pour lui reprocher sa veulerie : il a organisé une grande manifestation dans le calme et la dignité de la Nation à la République, il se prépare à une dure campagne électorale, si cela ne vous suffit pas vous pouvez toujours relire le numéro spécial tricolore des Cahiers du Communisme pour y trouver une démonstration flamboyante de l'arrivée du fascisme, agent des Américains.

La tactique du parti est claire : le fascisme arrive... il est là... nous nous battons jusqu'au dernier bulletin de vote, et à ceux qui voudraient faire plus, on expliquera que ce n'est pas possible à cause de la défection des sociales.

Une fois perdus et bien perdus, le référendum constitutionnel et les élections ; c'est-à-dire une fois le fascisme passé à en croire les Cahiers du Communisme, il faudra changer le vocabulaire ; c'est qu'il y a trop de militants qui se souviennent que le fascisme ne se combat pas seulement par des mots.

Pour éviter toute interprétation hasardeuse il ne s'agira plus désormais de fascisme mais de « pouvoir personnel » auquel il s'agit d'opposer « l'union des républicains », lesdits républicains

étant en général à l'époque les pires réactionnaires du genre André Marie ou Bernard Lafay qui en fait ne s'accommodent pas du réalisme politique du gaullisme insuffisamment fasciste à leur goût.

La plupart de ces « républicains » finiront ministres du général ou de son successeur après quelques flirts plus ou moins poussés avec l'O.A.S.

La stupeur qui frappe la plupart des cadres de base du parti à l'annonce des résultats du référendum (80 % de oui) est à la hauteur des illusions entretenues par des dirigeants traîtres et corrompus.

Il va falloir plusieurs années à la classe ouvrière pour tirer le bilan de cette défaite, d'autant plus cruelle qu'elle a été subie sans combat devant un adversaire mal connu bien que légendaire.

Les renégats de la direction du P.C.F. ont en mai 58 clairement enfilé les pantoufles des sociaux-traîtres d'août 1914.

En 58 les quelques intellectuels qui tenteront de s'opposer au gaullisme et de s'engager directement aux côtés du peuple algérien seront peu nombreux.

Puis, quand ils arriveront à entraîner une large fraction des étudiants, de 59 à 61, ils ne seront pas conséquents, ils n'auront pas l'audace de

s'adresser directement aux ouvriers à la base dans les usines, et attendront un hypothétique redressement du P.C.F. en construisant à côté de lui une petite force de pression : le P.S.U.

Certes, elle mènera quelques actions efficaces contre la guerre d'Algérie mais elle ne saura jamais s'adresser directement aux

travailleurs et leur tenir un langage compréhensible.

Pour cela il aurait fallu que ces militants aillent à l'intérieur des usines, dans les campagnes, etc. il n'en sera rien, et pour l'essentiel, cette génération de militants intellectuels sera perdue pour la révolution.

1962-1968 : Le gaullisme = le capital + la télévision

De 58 à 61 la tâche principale que le régime gaulliste se donne est de liquider l'affaire algérienne et de mettre au point avec l'Algérie nouvelle une tentative de domination d'un type nouveau.

Le capitalisme financier entend pratiquer une politique réaliste ; peu lui importe la couleur du drapeau qui flotte sur Alger pourvu que ses intérêts, et surtout ses intérêts pétroliers, soient intacts.

C'est l'objectif des accords d'Evian que l'Algérie nouvelle à son avènement se verra imposer comme condition de la fin de l'agression militaire.

Le pouvoir gaulliste veut économiser les frais économiques et politiques de l'entretien de 4 à 500 000 hommes sur pied de guerre, incapables de vaincre le F.L.N. sur le terrain.

D'autant que l'opposition à la guerre grandit en France comme parmi le contingent et se traduit par des manifestations de rue de plus en plus massives et de plus en plus violentes.

Dans le même temps il s'agit pour de Gaulle de réduire le poids politique des chefs militaires qui lui ont ouvert la voie de l'Elysée, en les rendant inutiles, c'est-à-dire en leur retirant ce qui consacre

leur autorité politique : le commandement d'une armée en guerre.

Avec eux doivent disparaître les groupes d'extrême-droite qui se sont pris à croire que c'était arrivé en 58 et qui paradoxalement s'appuient sur les forces sociales et économiques condamnées par l'avènement du gaullisme.

Cette opération de grande envergure qui tout à la fois éteint une des sources les plus profondes de contestation populaire, ménage les intérêts économiques du grand capital, réduit les dépenses d'une armée classique et permet sa reconversion nucléaire, et enfin isole politiquement les officiers supérieurs putschistes, se fera à peu de frais sauf pour le million de petits blancs dupés et transformés depuis 55 en piétaille fasciste par les seigneurs de guerre Lacoste et Soustelle, puis par les généraux O.A.S.

Ces petits bourgeois pour la plupart se retrouveront contraints de regagner la métropole ruinés et amers, tandis bien sûr que les gros colons auront mis, eux, leurs pillages à l'abri depuis longtemps et que les grandes sociétés conserveront un solide point d'appui au Sahara pétrolifère tant que l'Algérie renaissante ne pourra pas compter uniquement sur ses propres forces : 140 ans de civilisation coloniale laissent ce « département français » sans un docteur en sciences en 1961.

Pourtant pour longtemps encore la « coopération » gaulliste maintiendra un colonialisme culturel et technique qui liera étroitement l'ancienne colonie à sa métropole.

La majorité écrasante des cadres algériens parlent français, sont formés soit en France soit par des « coopérants » français, sur du matériel français.

Il ne reste pour assurer la domination française qu'à offrir quelques

crédits à long terme gagés sur le pétrole ; à tout prendre cela coûte moins cher que l'entretien des divisions de parachutistes.

Cette politique mise sur banc d'essai en Algérie sera généralisée par le gaullisme qui se découvre une vocation tiers-mondiste.

Devant l'échec évident du colonialisme militaire américain du Vietnam, il s'agit de lui succéder avec des balles enrobées de sucre.

Peu à peu la montée irrésistible des mouvements populaires de libération et d'émancipation ramènera en 10 ans ces prétentions à leur juste mesure.

La guerre du Tchad, le soutien à l'Afrique du Sud donneront l'exacte limite d'une politique bourgeoise, fut-elle indépendante.

Et pourtant cette politique, c'est l'axe même du grand dessein gaulliste visant à rendre à la France un statut de grande puissance impérialiste.

Il s'agit de rien de moins que de rivaliser avec l'impérialisme U.S. et d'abord d'acquérir sur le plan intérieur une force économique capable de rejeter la tutelle directe des U.S.A.

Dans ce domaine, la concentration monopoliste va jouer à plein pour hausser le niveau industriel du pays, au prix de la ruine des petites entreprises, de l'introduction à cadences forcées du mode de production capitaliste dans l'agriculture, du mode de distribution capitaliste dans le commerce, et bien sûr d'une surexploitation du prolétariat avec la généralisation des cadences infernales dans les usines de plus en plus énormes.

Avec en plus le maintien délibéré du chômage à un haut niveau, et le choix de sources d'énergie « modernes » qui va conduire à la récession des charbonnages et à la liquidation du prolétariat des

mines...

La paix gaulliste en France

Le gaullisme prend acte de la rupture du vieil équilibre social qui avait fait les IIIème et IVème républiques.

Chaque classe et fraction de classe de la société française affronte et subit la rupture du vieil équilibre dans l'isolement.

Chacune enfermée dans son syndicalisme particulier oppose ses intérêts propres à ceux des autres.

Une des tares élevées par le syndicalisme français à la hauteur d'une religion, c'est d'exacerber les contradictions au sein du peuple.

De Gaulle se présentera comme le Bon Pasteur assiégé par les mendiants... Charlot... Des sous... !

A quoi bon régler ces contradictions puisque l'isoloir électoral est une machine à additionner les mécontentements, fussent-ils antagoniques, tel est le ressort du révisionnisme syndical.

Le raisonnement de de Gaulle est le pendant de celui des maîtres à voter de la C.G.T. : à la division du pays réel, il offre, en compensation, l'image d'Epinal de la France qu'il incarne.

De plus, il agit : plan après plan, loi-programme ou cadre après loi-programme, il règle son compte à chaque couche sociale, de l'inauguration de la liquidation des mines avec l'épreuve de force de Decazeville à celle du bassin ferrifère lorrain, de la politique de récession du bassin du Nord et du Pas-de-Calais à la politique

paysanne de liquidation des petites exploitations en passant pas la politique universitaire (sélection, Plan Fouchet), le processus est toujours le même :

1. Provocation, par la « fuite » d'une information annonçant des mesures draconiennes imminentes dans un seul secteur à la fois ;
2. Devant la réaction (grèves, barrages de routes...), annonce d'ouverture de négociations avec les organisations représentatives. Comme « on ne négocie pas avec des grévistes », la « représentativité » se mesure, en fait, à la capacité pour les syndicats d'entraver le mouvement de protestation des victimes résistantes ;
3. Les syndicats sont appelés à procéder avec l'administration à la sélection des sacrifiés. Ils répartissent ensuite le plat de lentilles destiné à faire accepter aux autres la mort de leurs frères.

Ainsi de Gaulle détient en permanence l'initiative des opérations, il attend de leur succession en chaîne un effet général de démoralisation.

Le syndicalisme fait chanter son « solo funèbre » à chaque couche de la population. Les traditionnels défilés dans l'ordre et la dignité ne règlent évidemment pas les contradictions au sein des masses, pas plus que les opérations de rassemblement électoral.

Cependant, la détermination et la résistance du peuple se marquent dans la multiplicité de ces solos qui deviennent de plus en plus fréquents et violents (dans l'hiver 67-68, il y aura affrontement direct avec les C.R.S., à Caen, à Redon, au Mans).

La « paix » gaulliste prépare à la guerre chaque couche sociale.

Pourquoi tous ces bouleversements ?

Il s'agit d'instaurer un nouveau système social sur les décombres de l'ancien : la classe ouvrière — du moins celle qui est porteuse de la tradition révolutionnaire du prolétariat français — serait réduite en nombre et promise à des tâches « nobles ».

En dessous d'elle les masses fractionnées et marginalisées de travailleurs immigrés, de femmes, et de jeunes non qualifiés. Au dessus d'elle une inflation de chefs d'équipe, de contremaîtres, ingénieurs de toutes sortes, techniciens, psycho-sociologues, chronométrateurs, testeurs, agents de bureaux d'études, cadres syndicaux, négociateurs patronaux, sans compter les polices de tout accabit.

Ainsi la majorité de cette classe ouvrière est renvoyée dans les ténèbres de la marginalisation et privée de toute représentation politique ou corporative.

Cela facilite les compromis avec les syndicats ne représentant plus qu'une mince fraction de la classe. L'ordre va régner : de 58 à 62 la bourse augmente de 700 %.

Du même coup les nouvelles classes moyennes (blouses et cols blancs) se voient interlocuteurs privilégiés et demandent une redistribution du pouvoir. U

ne certaine nouvelle gauche voudra voir là un potentiel révolutionnaire.

En fait les nouvelles classes moyennes réclament l'héritage des anciennes classes moyennes : dans leur optique les techniciens doivent succéder aux notables traditionnels.

La mystification repose sur le déplacement vers l'usine des revendications de ces nouvelles classes moyennes (ou extraira à

Lacq, en même temps que du pétrole, toute une mythologie où l'ouvrier de l'avenir est le technicien d'aujourd'hui : la société lui appartient).

Mais toutes ces transformations sont coûteuses. Le capital doit payer en même temps les nouvelles machines et le système parasitaire qui les enveloppe.

Donc il doit faire payer l'ouvrier, et comme cela ne suffit même pas il doit étendre son emprise sur la production agricole et sur la distribution des marchandises.

Une telle opération a réussi en Allemagne et aux Etats-Unis.

Sous la botte nazie en Allemagne. Sous la pression d'une économie de guerre impérialiste, c'est-à-dire avec la mise en coupe réglée d'un bon tiers de l'humanité, aux Etats-Unis.

En France chaque couche sociale résiste et se retrouve tôt ou tard confrontée aux C.R.S., figure concrète que prend alors la paix gaulliste.

Les présumés bénéficiaires, les futurs cadres, les étudiants arrivent, sur le marché, en mesurant la différence entre le rêve et la réalité française.

On leur promettait d'être les ingénieurs chargés de la « Révolution Technique et Scientifique » (selon le P.C.F. et Fouchet), ils se retrouvent chômeurs ou valets, chiens de garde.

La seule issue qu'il leur reste c'est la contestation du rêve et de sa réalité, de l'université de classe et de sa protection policière.

De mécontentements en mécontentements on dépassera le seuil électoral. Le chômage n'est plus une vague menace, mais la vie quotidienne de 500 000 familles.

En effet, dans chaque couche sociale, l'opération gaulliste commence par produire des chômeurs.

En 63 la première révolte est profonde, violente, dure ; plus d'un mois de grève des mineurs soutenus par un mouvement populaire sans précédent.

Les mineurs font les frais de la « rationalisation du système économique », ils relèvent la tête et poursuivent la lutte entamée en 48 contre les décrets Lacoste : ils occupent les puits, et rejettent tranquillement l'ordre de réquisition signé par de Gaulle lui-même, mettant en échec la première et unique tentative de mater les travailleurs en lutte par la militarisation.

Le P.C.F. encore engourdi des coups pris en 58 se réveille, pour étouffer au maximum la portée de la lutte.

Il en bloque l'élargissement auquel partout les masses aspirent (surtout parmi les fonctionnaires et les « nationalisés »), finalement la C.G.T. qui freinait des quatre pieds depuis plusieurs semaines donne un ordre de reprise sans explication, véritable trahison sanctionnée par de nombreux déchirages de cartes.

Les mineurs sont plus accablés par ce mépris que par la défaite.

C'est la grande époque des « journées » sans lendemain, des premières étapes sans seconde, des grèves d'avertissement sans suite, bref de tout l'attirail d'une gymnastique syndicale épuisante, inefficace et coûteuse, à laquelle les travailleurs répondent par routine et aussi parce qu'aucune autre voie ne se dessine clairement à l'heure où la colère monte.

Dès avant mai 68, à Caen, au Mans, la classe ouvrière revient aux sources ; c'est l'affrontement direct avec les C.R.S. et les gardes

mobiles. Les derniers grands affrontements de classe revivent dans les mémoires : 36, 47... le Mai ouvrier généralisera immédiatement les occupations, mais déjà il invente une forme supérieure de lutte de classe, la séquestration des patrons dans les deux premières usines occupées (Sud-Aviation à Nantes et Renault à Cléon).

A l'occasion du Mai des étudiants la classe ouvrière sort de son ghetto, l'alliance inaugurée par les barricades débouche, dans les affrontements sanglants de Flins et de Sochaux, sur une promesse d'unité populaire qui fait voler en éclat le couple vieilli de Gaulle-P.C.

La décomposition du P.C.F.

Pendant la guerre d'Algérie le parti révisionniste a prouvé une fois de plus sa veulerie et son impuissance.

Comme le faisait remarquer le Parti Communiste Chinois en octobre 1963, les dirigeants du parti communiste français « ont usé des prétextes et des moyens les plus divers pour défendre les intérêts coloniaux des impérialistes français, ils ont refusé leur appui, et se sont même opposés aux mouvements de libération nationale des colonies françaises, aux guerres révolutionnaires nationales en particulier, et ils ont sombré dans le borbier du chauvinisme ».

Cette capitulation continuelle qui a ramené le P.C.F. aux pires trahisons de vieux partis réformistes d'avant 1914, ne lui a pas rapporté grand chose, et a seulement contribué à conférer à de Gaulle tout le mérite de l'arrêt de la guerre.

Au lendemain de la victoire du peuple algérien la maison révisionniste se -porte mal, sa crise propre se conjugue avec les difficultés du mouvement communiste international que Krouchtchev conduit à la scission.

A tout cela se rajoute la pérennité apparente du gaullisme, malgré les cocoricos de « victoire » affichés avec sérénité par l'Humanité au lendemain de chaque défaite, ou de chaque combat déserté en rase campagne.

Pour éviter de « tomber dans des provocations » le P.C.F. a décidé de ne jamais se battre, du moins contre la bourgeoisie.

Ce qui est une méthode effectivement imparable. Il se contente de s'essouffler à courir vers Mitterand et à courtiser le cadavre de la social-démocratie.

Une fois encore, la direction P.C.F. ne s'embarrasse pas de scrupules et ne se gêne pas pour s'encanailler avec un sous-produit de l'impérialisme U.S., ancien ministre de l'intérieur des débuts de la guerre d'Algérie, mêlé à divers scandales.

Bien sûr il n'est plus question de mener la moindre lutte antiimpérialiste conséquente, cela gênerait l' « unité ».

Comme le notent les communistes chinois dans le texte d'octobre 63 « Depuis de longues années, ils (les dirigeants du P.C.F.) ont abandonné la lutte contre l'impérialisme américain, se refusant à s'opposer énergiquement au contrôle et aux entraves imposés par celui-ci à la France dans les domaines politique, économique et militaire, et remettant ainsi définitivement à de Gaulle et autres, le drapeau français de la lutte nationale contre l'impérialisme américain. »

Pendant 10 ans et plus le P.C.F. a tout sacrifié à la réalisation de cette union nauséabonde et électoraliste longuement mijotée.

Elle volera en éclats aux premières lueurs de Mai 68, tant il est vrai que l'irruption des masses sur la scène de l'histoire balaie les combinaisons les mieux ajustées.

L'instrument privilégié de cette transformation c'est bien sûr l'appareil d'Etat qui tend de plus en plus à se confondre au niveau le plus élevé avec le management des grandes entreprises.

Le parlement va peu à peu disparaître comme instrument politique et le parti gaulliste ne sera qu'une vaste machinerie électorale fonctionnant sur les fonds secrets et les subventions des grandes banques.

Entre deux séjours au gouvernement un Pompidou sera dirigé par le groupe bancaire Rotschild, et ce serait jeu d'enfant d'énumérer les liens des ministres avec la haute finance (Chalandon, Giscard, et tant d'autres...).

Dans les masses le gaullisme se préoccupe peu d'organisation politique ou corporative, il utilise systématiquement les organisations existantes de type syndical en intégrant leurs dirigeants dans l'appareil d'Etat par le biais de commissions de toutes sortes qui doublent partout les organes administratifs des ministères.

Pour la carte politique il en va de même : parti radical, M.R.P. s'évanouissent pendant que nombre de représentants de la petite bourgeoisie se retrouvent qui au gouvernement, qui dans un conseil d'administration d'une entreprise du secteur public ou nationalisé, donc sans ménager pour cela de structures intermédiaires.

Le P.C.F. n'hésitera pas alors à changer de partenaire, se voyant menacé de perdre l'essentiel pour lui : l'autorité qu'il conserve, sur une partie de la classe ouvrière ; il va faire partie commune avec le gaullisme qui se voit menacé de perdre le pouvoir tout court : c'est à Grenelle le mariage du flic syndical révisionniste et de ces gaullistes.

Le grand air du légalisme électoral entonné à pleins poumons par les deux compères pour étouffer la voix des masses conduit aux élections de juin 68.

Le périple politique du P.C.F. s'achève : à force de trahisons, il en est arrivé à prêter la main aux assaillants des barricades, aux assassins de Gilles Tautin, de Blanchet, de Baylot et de Lanvin, il ne lui reste plus qu'à offrir sa direction au collabo Marchais.

Entre temps le parti communiste aura connu la crise des étudiants communistes de 63 à 65 qui lui fera perdre toute audience dans ce milieu fertile en soulèvements dans toute l'Europe, et permettra la naissance des premiers groupes maoïstes qui sauront importer des usines les ferments de l'esprit de servir le peuple au sein des masses étudiantes, idée décisive de la grande alliance de Mai 68.

De Gaulle doit céder la place à Pompidou et à Marcellin, les patrons du nouveau fascisme.

Le P.C. aussi fait peau neuve, Marchais perce sous Waldeck, le révisionnisme à découvert s'affirme soutien de l'Ordre et dernier rempart de la hiérarchie dans l'entreprise.

De 1940 à 1968 le gaullisme a été le pôle d'un rassemblement d'éléments issus de diverses couches du peuple.

Si large qu'il ait pu être à certains moments, ce rassemblement n'a

jamais plongé ses racines dans la classe ouvrière.

Pour la classe ouvrière, le gaullisme c'est le rassembleur des classes moyennes sous direction de la finance, et c'est en même temps l'interlocuteur privilégié du P.C.F.

A défaut de rapports directs avec la classe ouvrière, le gaullisme entretient des relations contradictoires continues avec la « représentation » de la classe ouvrière, le P.C.F.

1968 vient briser net ce château de cartes qui permettait à de Gaulle, fort de son prestige historique, fort du rassemblement des nouvelles couches moyennes et de la collaboration du P.C.F. au bon fonctionnement des institutions politiques et sociales, de se présenter comme la légitimité nationale faite homme.

La classe ouvrière découvre en Mai que l'isolement dans lequel le P.C.F. l'a enfermée depuis plus de 20 ans est brisé.

Elle découvre qu'elle n'est pas seule à porter la violence libératrice et que la société tout entière est en convulsions.

De Gaulle, lui, voit s'effriter le ciment idéologique de son système de gouvernement.

C'est le prestige de l'Etat qu'il incarne qui est atteint par la voie qui, de la rue Gay Lussac à Flins, passe par la Sorbonne occupée.

Cette voie qui, de Gay Lussac à Flins, est porteuse de l'affrontement et de la nouvelle démocratie est grosse de la légitimité des révolutionnaires dans l'étape ouverte par Mai 68 : La résistance populaire.